

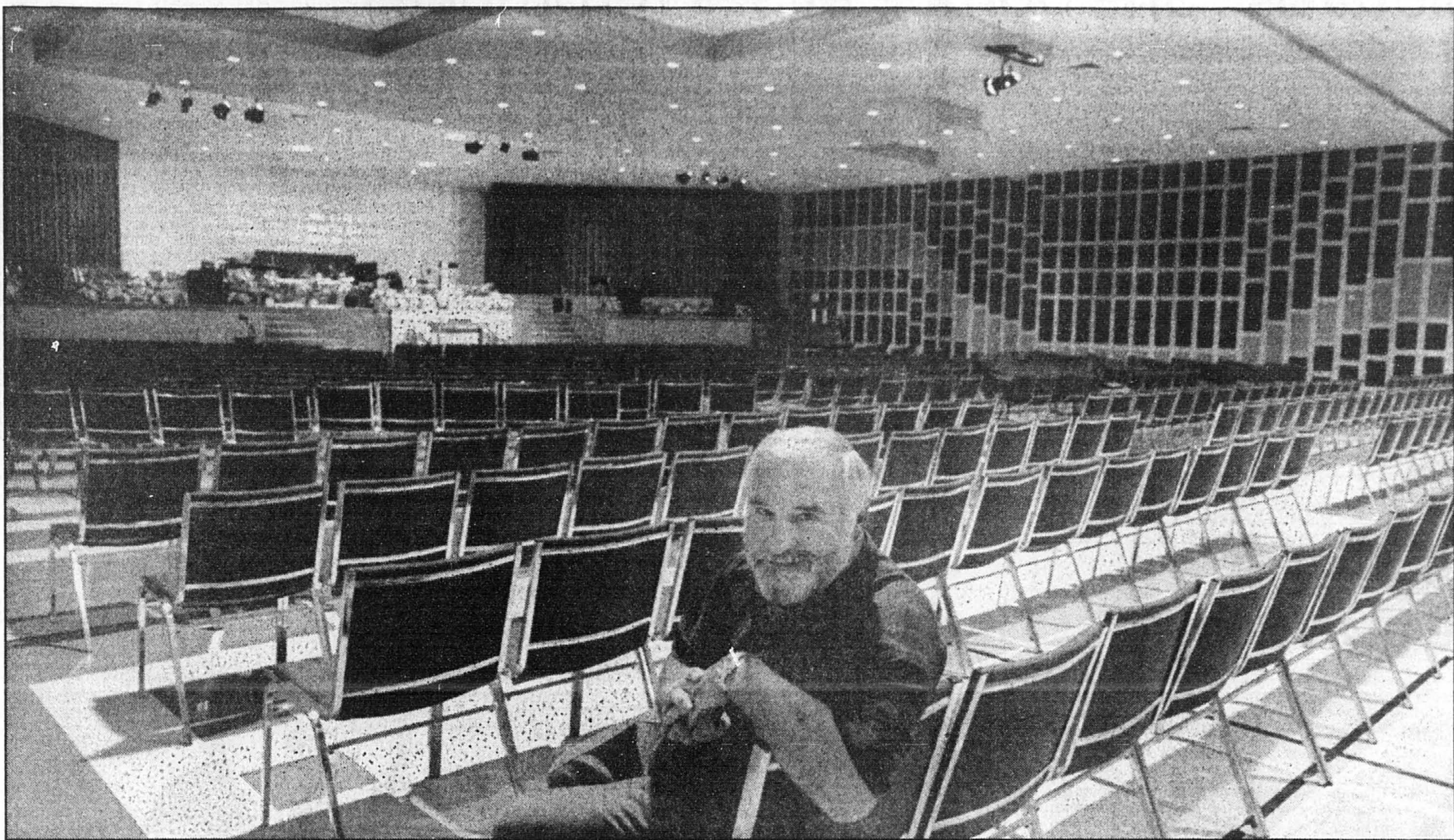


PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Le pasteur Samuel Lecompte de l'Église évangélique de la Rive-Nord, dans la salle aménagée pour les célébrations, le long de l'autoroute 13, tout près du boulevard Dagenais : « On ne force personne à venir. Mais quand les gens nous voient heureux et transformés, ils ont envie de se joindre à nous. »

Les nouveaux temples poussent comme des champignons

MARIE-CLAUDE GIRARD

A lors qu'au centre-ville de Montréal, de grandes églises catholiques et protestantes se dégradent faute de fonds et de fidèles, des groupes religieux autrefois minoritaires, comme les pentecôtistes et les témoins de Jéhovah, sont aujourd'hui en pleine expansion.

À Laval, Longueuil, Saint-Hubert et ailleurs dans la région métropolitaine, ils construisent de nouveaux temples, achètent des édifices ou les agrandissent.

Parmi les différents mouvements issus du protestantisme, l'Église pentecôtiste est celle qui connaît la croissance la plus spectaculaire depuis une quinzaine d'années. Le nombre de membres s'est accru de plus de 70 % au Québec, passant de 17 420 en 1981 à environ 30 000 cette année. La majorité des nouveaux venus sont des francophones déçus de la religion catholique romaine, mais le mouvement a également bénéficié de l'arrivée d'immigrants haïtiens affiliés à l'Église de Dieu d'Haïti.

La doctrine pentecôtiste se caractérise par le « baptême de l'esprit », une expérience spirituelle par laquelle les croyants reçoivent la grâce de Dieu ; par les dons de guérison et de prophétie ; et par « l'imminence de la fin des temps ». Depuis 1994, l'Assemblée de Pentecôte du Canada permet le mariage des membres divorcés.

À Longueuil, un de ces groupes pentecôtistes, l'Église Nouvelle-Vie, vient d'acquiescer un centre commercial sur le boulevard Roland-Therrien, se jugeant à l'étroit dans son temple du boulevard Curé-Poirier, lequel avait pourtant été agrandi à trois reprises.

Lorsque la communauté dirigée par le révérend Claude Houle a débuté en 1993, elle comptait une centaine de membres. Deux ans plus tard, entre 500 et 600 personnes fréquentent l'Église Nouvelle-Vie de Longueuil. « C'est un besoin au Québec. Les gens ont tellement délaissé la religion. Nous sommes une équipe jeune et très vivante. Les gens se retrouvent là-dedans », explique un collaborateur du révérend Houle.

Depuis quelques années, deux différentes Églises pentecôtistes se sont développées dans la région de Laval. De plus petite taille, le Centre évangélique de Laval compte environ 300 membres et est situé depuis 1989 sur le boulevard des Laurentides, à Vimont. Après quelques déménagements dans des locaux toujours plus grands, la communauté s'est fait construire un centre pouvant accueillir 600 personnes.

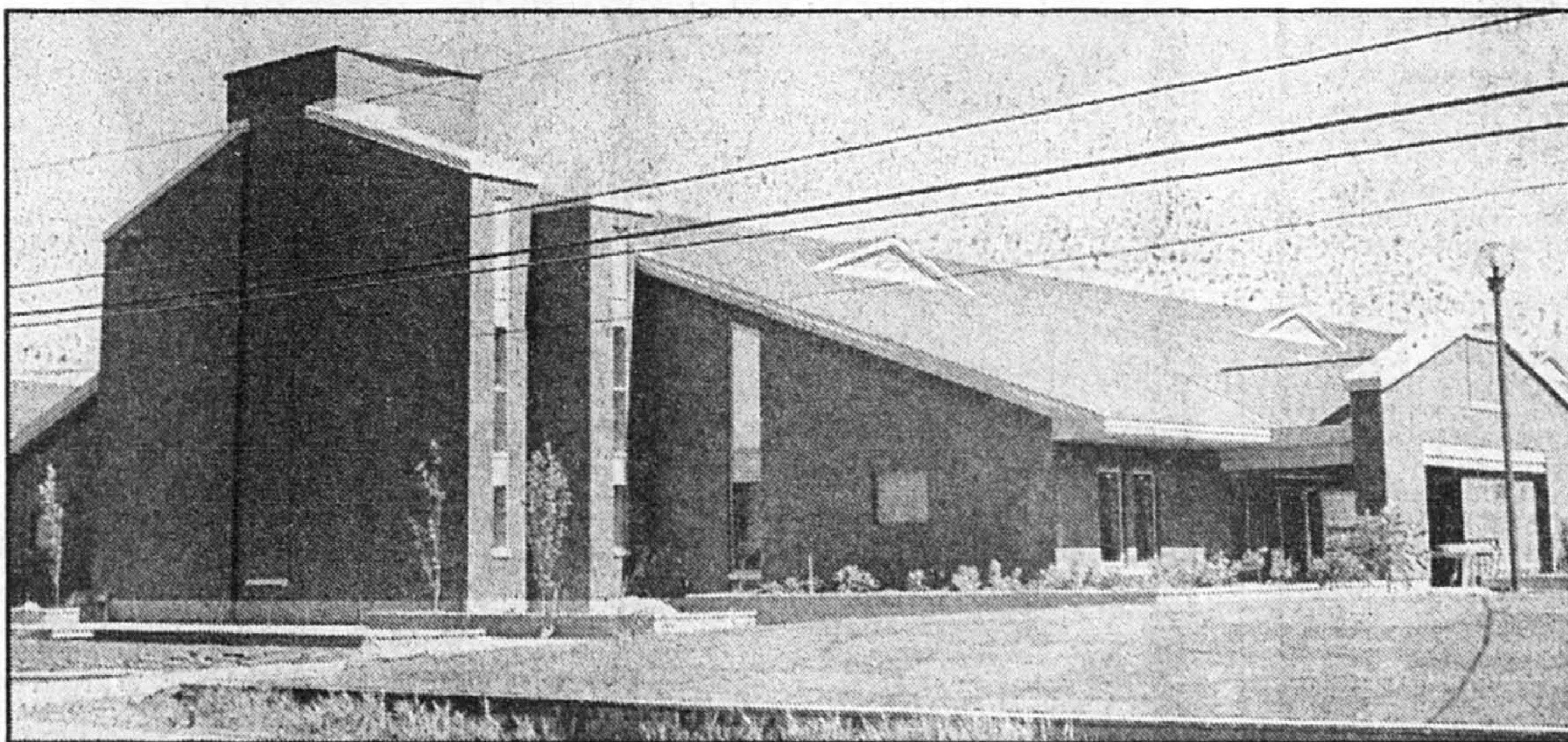


PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Le nouveau centre des mormons anglophones, à LaSalle, sera inauguré au mois d'octobre. Il pourra accueillir jusqu'à 1200 fidèles. Il s'agit du premier centre anglophone en sol québécois.

Plus importante, l'Église évangélique de la Rive-Nord loge depuis 1990 dans un bâtiment d'une valeur de trois millions de dollars le long de l'autoroute 13, tout près du boulevard Dagenais. L'édifice comprend des bureaux, des salles de classe, une cuisine, un ouvroir ainsi qu'une salle polyvalente pouvant accueillir 1100 personnes et qui, pour l'instant, sert à la fois de sanctuaire, de gymnase et de salle de banquet.

Le pasteur-fondateur Samuel Lecompte est fier de sa communauté, « la plus grosse Église protestante francophone créée sans aide extérieure ». Les 800 000 \$ de mise de fonds nécessaire à la construction et à l'achat du terrain de 250 000 pieds carrés ont été assumés volontairement par les seuls membres de la communauté, dit-il.

Les assemblées dominicales comptent en moyenne 900 personnes. Celles-ci proviennent de Laval et des Laurentides mais aussi de Longueuil et de Vaudreuil. Séparés par groupes d'âge, les enfants assistent à l'école du dimanche dans des classes-gardiennes spécialement aménagées. Les parents disposent même d'une pouponnière pour prendre soin des tout-petits.

L'Église évangélique de la Rive-Nord est née à Saint-Eustache à la fin des années 70 lorsque six francophones se sont joints à un groupe pentecôtiste anglophone. Rapidement, la section française a pris de l'expansion

au point où les deux groupes ont dû se séparer. « On a déménagé cinq ou six fois, de Saint-Eustache à Deux-Montagnes, en passant par Chomedey et même par une cabane à sucre », raconte Mark Lecompte, le fils de Samuel et lui-même copasteur.

La croissance n'est pas terminée puisque l'Église espère pouvoir réaliser en 1997 les deux dernières phases du projet, évaluées à environ trois millions. Deux étages de classes, une cafétéria et un véritable sanctuaire de 2500 places « avec de vrais bancs d'église et des accents gothiques » devraient s'ajouter au bâtiment existant.

Pourquoi avoir construit un centre neuf ? « Nous voulions demeurer près de nos membres et il n'y avait aucun bâtiment disponible dans ce coin-ci », explique le pasteur Lecompte. « D'un autre côté, les vieux bâtiments sont souvent difficiles à entretenir et ne sont pas aussi polyvalents. Malgré tout, si l'Oratoire se libère, faites-nous signe ! » lance-t-il à la blague.

Les témoins de Jéhovah

Les témoins de Jéhovah connaissent eux aussi une forte croissance depuis le début des années 80. Des 19 850 qu'ils étaient en 1981, ils sont maintenant plus de 34 000. Les témoins de Jéhovah croient que le monde est dominé par Satan et que seul un petit nombre de justes aura droit à la vie éternelle, une fois le Mal vaincu.

La congrégation de Saint-Hubert est en train d'agrandir ses locaux. Celle de Laval-Vimont le fera prochainement. À Montréal, la congrégation Parc est à la recherche de terrains tout comme celles de L'Annonciation, de Mont-Laurier, de Saint-Jérôme et d'East-Angus. En tout, 18 projets de construction ou de rénovation sont prévus cette année dans la grande région de Montréal.

Même s'il arrive qu'une congrégation loue des locaux à ses débuts, les témoins de Jéhovah préfèrent construire leurs propres temples. D'ailleurs, ils sont un peu devenus des experts dans le domaine.

Chaque année depuis dix ans, huit nouvelles « salles du Royaume » sont construites au Québec, une trentaine dans tout le Canada. D'après François Côté, du Service de construction des salles du Royaume, le coût moyen est d'environ 250 000 \$: « Le prix des terrains varie beaucoup selon qu'on soit à la ville ou à la campagne. Ça peut jouer entre 10 000 \$ et 100 000 \$. » Dans la région de Montréal, les deux salles les plus récentes sont celles de Saint-Laurent et de Rosemont. Le centre du boulevard Métropolitain, où les différentes congrégations se réunissent à l'occasion, aurait coûté quatre millions, main-d'œuvre non comprise.

Des groupes de bénévoles, classés par corps de métier, viennent en aide à la communauté qui construit son église.

Au siège social des témoins de Jéhovah à Georgetown en Ontario, on tente d'uniformiser la construction des salles afin de réduire les coûts. Bientôt, toutes les salles du Royaume seront bâties sur le même modèle.

Les mormons

Les mormons ne sont pas très nombreux au Québec : environ 6200 membres. Mais depuis quatre ans, leur nombre a augmenté de près de 80 %. (Ils étaient 3495 au recensement de 1991.) Ils ont des locaux à Laval, Mascouche, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Jean-sur-Richelieu, Valleyfield, Greenfield Park...

« C'est le nombre de membres dans une communauté qui détermine la construction d'une chapelle », explique Danielle Carter, porte-parole de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, le nom officiel du mormonisme.

La doctrine mormone rejette la notion de péché originel. Dès huit ans, l'enfant choisit lui-même entre le péché et la voie de l'Église. Les mormons se préparent pour le retour prochain du Christ, qui sera précédé d'une période de grandes désolations.

En 1993, les paroisses francophones ont fait construire, avenue De Lorimier, un édifice évalué à sept millions appelé « centre de pieu » et qui correspond au diocèse de l'Église catholique. Une douzaine de paroisses y sont reliées, trois d'entre elles y tiennent leurs activités hebdomadaires. Lors d'événements spéciaux, on y accueille jusqu'à 1200 personnes.

Un premier centre de pieu anglophone en sol québécois est en construction à LaSalle et devrait être inauguré le 14 octobre. Comme celui de Montréal, il pourra recevoir jusqu'à 1200 personnes. D'après un missionnaire de la mission canadienne, le centre de pieu de LaSalle sera plus gros que celui de Montréal. Toutefois, il n'a pas été possible d'en connaître le coût.

Comment les mormons arrivent-ils à construire et à entretenir de si vastes centres ? En devenant membres de l'Église, ils s'engagent à verser chaque année une contribution fort substantielle : 10 % de leurs revenus bruts. « Au début, on trouve que c'est beaucoup, mais quand on voit les bénéfices spirituels que ça nous rapporte, on trouve que c'est peu », affirme Mme Carter. D'après elle, les fonds recueillis par les dîmes demeurent au Canada en vertu des règles établies par les lois fiscales canadiennes. L'édifice de l'avenue De Lorimier ainsi que celui en construction à LaSalle auraient donc été entièrement financés au Canada. « On ne s'endette jamais pour construire », dit-elle.

Motards : une bombe et ses retombées

« La guerre des motards n'a fait aucune victime parmi les citoyens ordinaires », disait à La Presse, en février dernier, le responsable de l'Opération Alliance, cette brigade de mise sur pied par la police de la CUM pour limiter les dégâts de l'affrontement entre les Hell's Angels et les Rock Machine.

C'était il y a moins de six mois. Et ce n'est plus vrai.



Mercredi, un garçon de 11 ans a été grièvement blessé par l'explosion d'une bombe qui a pulvérisé une jeep stationnée dans une rue résidentielle de l'est de la métropole. Si l'enfant survit à ses blessures, il risque de rester handicapé à vie.

Cet absurde attentat illustre comment les turbulences qui agitent le monde interlope peuvent affecter la société entière. On n'est pas au cinéma devant des bandits qui s'entre-tuent pour le plaisir des spectateurs. Les rivalités entre deux bandes de motards qui se disputent le contrôle du trafic de stupéfiants ne sont pas une abstraction. Le sang qui coule n'est pas du ketchup.

La tragédie de la rue Adam nous jette à la figure la cruelle réalité du crime organisé. Il n'en demeure pas moins qu'elle n'est qu'un symptôme — douloureux — d'un mal beaucoup plus profond, que le Canada ne parvient pas à combattre, faute d'outils adéquats.

Ce n'est pas pour rien que cet attentat a remis à l'avant de la scène le débat sur une loi anti-mafia, réclamée à cor et à cri par les organisations policières du pays. Le conflit entre les Hells et les Rock ne constitue pas un phénomène isolé. Selon un document préparé par des experts de la police, dont La Presse faisait état, au printemps, les gangs de motards ont des liens étroits avec la mafia sicilienne qui règne sur le crime organisé au Canada.

Celle-ci « oeuvre » dans le trafic de drogues, les prêts usuraires, les vidéopokers et d'autres formes de jeu. Les revenus du crime organisé, estimés à quelque vingt milliards de dollars par an, sont réinvestis dans des activités légales, avec toutes les occasions de corruption que cela implique. Les ramifications mafieuses auxquelles les motards prêtent aimablement leur collaboration sont en train de miner les fondements démocratiques de la société, concluait le document policier.

La violence qui déborde dans les rues n'est que l'aspect le plus visible de cette activité souterraine. Essayer de la combattre sans combattre sa source, c'est un peu comme tenter de soigner une migraine sans éliminer la tumeur qui en est la cause : on a toutes les chances que le mal de tête réapparaisse.

D'autres pays aux prises avec le même cancer se sont dotés de lois leur donnant infiniment plus de prise sur le crime organisé. Aux États-Unis, on peut poursuivre quelqu'un pour simple appartenance à un réseau interlope. Des commissions d'enquête sont mises sur pied quand des problèmes ponctuels surgissent — quand on soupçonne la mafia d'avoir étendu son

contrôle sur un aéroport, par exemple. En Italie, tout contact avec un membre de la mafia tombe sous le coup de l'interdit. Les lois contre le blanchiment d'argent y ont également beaucoup plus de poigne.

Le laxisme canadien explique probablement l'attraction que ce pays exerce sur la mafia internationale. Déjà en 93, un rapport soumis au Congrès américain constatait que le Canada en général, et Montréal en particulier, sont en train de devenir des plaques tournantes de l'économie mondiale du crime.

Le ministre de la Justice, Allan Rock, a jusqu'à maintenant fait la sourde oreille aux revendications des corps policiers, et a rejeté l'idée d'une loi anti-mafia sous prétexte notamment qu'elle risquerait de se heurter aux dispositions de la Charte des droits et libertés. (Incidentement, c'est pour la même raison que le gouvernement québécois a dû mettre des gants blancs pour définir le mandat de la commission d'enquête sur les centrales électriques privées : on craignait que les personnes appelées à témoigner sur les allégations d'activités criminelles dans ce dossier puissent se défilier en invoquant la Charte.)

Qu'une Charte destinée à protéger les libertés individuelles puisse être détournée de manière à protéger le crime, c'est en soi assez troublant. Qu'un ministre ignore un SOS unanime des corps policiers du pays, se contente de soigner des petits bobos politiquement rentables (le contrôle des armes, par exemple) et se montre indifférent à un problème aussi fondamental que le crime organisé, cela l'est tout autant.

Agnès GRUDA

Lettre de Montréal

Le petit Robert

L'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, et le président et éditeur du Toronto Star, John Honderich, poursuivent ici leur correspondance sur leurs visions respectives du Canada et du Québec. La présente lettre d'Alain Dubuc paraît en anglais dans le Star.

Dear John,

Mario Dumont, le chef de l'Alliance démocratique, est un parfait inconnu dans le reste du Canada. Et pourtant, au Québec, ce politicien qui, en toute logique, devrait être un « nobody », joue un rôle central.

Mario Dumont, chef d'un parti marginal, dont il est l'unique député, traite d'égal à égal avec les deux grands ténors de la souveraineté, Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Jacques Parizeau a même renié ses convictions les plus profondes au profit d'un projet de partenariat brinquebalant, seulement pour arracher la signature de ce jeune politicien.

Ça doit vous paraître bien étrange. Mais ce phénomène s'explique par le fait que Mario Dumont incarne ceux dont le cœur balance entre le OUI et le NON. Parce que les voix qu'il amène pourraient faire la différence dans un référendum serré, les dirigeants souverainistes sont prêts à ramper pour obtenir ces deux, trois ou quatre points de pourcentage.

Voilà pour la théorie. Est-ce que ça va marcher ? Je ne crois pas. J'ai même l'impression que le flirt du PQ avec ce jeune politicien risque de nuire au camp du OUI. Mario, comme on l'appelle ici, commence à tomber sur les nerfs de pas mal de monde.

Mario Dumont, c'était le président de l'aile jeunesse des libéraux du Québec. Après Meech, il s'est rallié au rapport Allaire, a tenu tête à Bourassa, a milité contre Charlottetown tout en restant libéral, pour finalement quitter ce parti et fonder l'ADQ avec son maître à penser, Jean Allaire.

Indépendamment de ses idées, il a plu aux Québécois. Très jeune, 26 ans, il représente un vent de fraîcheur dans un monde politique vieillissant. Ajoutez à cela le fait qu'il est beau garçon, intelligent et articulé.

Sauf que les Québécois, au fil des mois, ont découvert que, malgré son jeune âge, c'est un vieux politicien, conformiste et opportuniste. Et que, fondamentalement, c'est la réincarnation de Robert Bourassa.

Comme son ex-chef, c'est un nationaliste assis entre deux chaises, pas vraiment souverainiste mais pas fédéraliste, qui tente de jouer sur les deux tableaux à la fois. La vision constitutionnelle de son parti, inspirée du rapport Allaire, l'union Canada-Québec, est une formule d'États associés avec parlement commun qui ressemble étrangement à la superstructure de Robert Bourassa.

Mais les ressemblances n'arrêtent pas là. En entrevue, il montre les mêmes hésitations, la même incapacité viscérale de répondre par oui ou par non, la quasi-panique quand on lui pose une question simple, comme « Êtes-vous souverainiste ? », à laquelle il répondra par d'interminables méandres.

Le parallèle est saisissant. Si les Québécois l'appellent parfois Super Mario, ou plus simplement Mario, on devrait dans le fond l'appeler le petit Robert.

Mario Dumont est un habile politicien, qui a maîtrisé l'art d'avoir une influence politique disproportionnée par rapport à son poids réel. C'est le roi du « leverage » politique. Jeune libéral, il profitait des règles absurdes de son parti, qui donnaient le tiers des voix aux jeunes, pour faire la prima donna. Il joue maintenant le même jeu avec les souverainistes, en monnayant les cinq ou dix pour cent de l'électorat qui se reconnaît en lui.

Son problème, c'est son ambition dévorante. Parce qu'il n'a pas le pouvoir, la seule façon de briller, c'est de faire parler de lui. Et il ne peut y parvenir que s'il se distingue de ses alliés. D'où une succession d'interventions où il tente à la fois de se démarquer tout en jouant sur les deux tableaux pour assurer sa survie politique. En l'espace d'un mois, il a remis en cause l'entente tripartite qu'il a signée, contesté la nature de la question, promis de faire campagne seul.

Les péquistes commencent d'ailleurs à en avoir jusque là, car l'impact de ces chicanes n'est pas neutre. Il annule l'effet positif que pouvait avoir l'entente tripartite, qui suggérait l'existence d'une coalition large et d'une démarche nouvelle. À force de se démarquer, Mario Dumont souligne la fragilité de l'entente et force le PQ à montrer qu'il n'a pas changé.

À cela s'ajoute le fait qu'on ne sait pas quel est le pouvoir d'attraction réel de Mario. Ses alliés espèrent que sa présence dans le camp du OUI rassurera les indécis et les ralliera à leur cause.

Je crois plutôt que la remontée du OUI, qui a suivi la signature de l'entente tripartite, s'explique moins par l'arrivée de Dumont que par l'impression confuse dans l'opinion publique que le PQ avait changé d'option et proposait dorénavant quelque chose qui n'était pas la souveraineté. D'ailleurs, les sondages montrent que les deux tiers de ceux qui ont appuyé l'ADQ aux élections s'appellent à voter NON.

Mais surtout, je crois que si plusieurs Québécois partagent le rêve et l'ambivalence de Mario Dumont, ils ne l'ont jamais suivi dans sa démarche constitutionnelle, celle du rapport Allaire, qui consiste à croire dur comme fer que le reste du Canada acceptera de négocier une transformation radicale du Canada. Les Québécois ne trouvent pas Mario crédible, ils le trouvent sympathique.

Dans les semaines qui viennent, Mario Dumont risque donc de se retrouver dans une impasse. S'il continue à jouer au « loose cannon », il sabote le camp du OUI. Et s'il se range sagement, il sera tout simplement le premier des homards à pénétrer dans la cage référendaire.

À la prochaine

Alain



DRÔTES RÉSERVÉS

La SQ abandonne à leur sort les Mohawks terrorisés par des groupes interlopes



MARCEL ADAM

Dimanche dernier, un honnête citoyen ne pouvait entendre à la radio de Radio-Canada le récit des tribulations de Maryjane Hannaburg sans éprouver un profond sentiment de révolte.

Il s'agit de cette mère de famille mohawk de Kanesatake, qui a été laissée sans protection après avoir été vandalisée et menacée de mort pour avoir dénoncé publiquement la culture du cannabis sur les terres fédérales d'Oka et prié les pouvoirs publics de mettre fin à cette activité criminelle.

C'est au risque de sa vie que cette femme a décidé de briser le mur du silence et de dénoncer à la télévision les menées de la police locale qui s'enrichit illicitement et corrompt la jeunesse locale en plus d'imposer sa loi par la terreur à la majorité autochtone. Mais la Sûreté du Québec n'a pas répondu à ses appels au secours.

Mme Hannaburg a fait appel à la force publique pour rétablir l'ordre démocratique à Oka. Elle a été laissée à elle-même, à la merci des hors-la-loi qui lui rendent la vie impossible, par ceux qui ont la responsabilité d'assurer la sécurité publique et de protéger la vie des gens au risque même de perdre la leur.

Je sais bien, le ministère de

la Sécurité publique affirme que les Mohawks jouissent comme tout le monde de la protection policière et la Sûreté du Québec soutient qu'effectivement elle répond à leurs appels de détresse.

Qui croire, les Mohawks qui se plaignent que la SQ ne vient jamais à leur rescousse, ou les autorités politiques et policières qui prétendent le contraire ?

Il faut croire les personnes qui se plaignent de ne pas être secourues. Parce que celles qui se sentent bien protégées n'ont pas de raison de dire qu'elles ne le sont pas, alors que les responsables de la sécurité publique peuvent avoir intérêt à mentir pour masquer leur négligence ou leur lâcheté.

Il est déjà scandaleux que dans une société de droit comme la nôtre la loi s'applique ou non selon que l'infraction est commise à l'extérieur ou à l'intérieur des territoires mohawks. Mais il est proprement dégoûtant que tous les habitants du Québec n'aient pas droit partout à la même protection de la police.

C'est la honte de notre société que la police provinciale ne soit pas accourue à la défense de cette modeste personne qui a osé défier seule les tyrans du lieu. C'est au surplus gênant qu'un sens civique qui témoigne d'un courage d'autant plus admirable qu'il est rare, n'ait pas agité quelque peu les citoyens dont la conscience sociale est encore capable d'indignation.

Récemment, le columnist William Johnson disait avec

raison qu'à Kahnawake et Kanesatake sont implantées des Sociétés de Warriors qui sont essentiellement des confréries fascistes, lesquelles posent un problème social autrement plus grave que celui de la marijuana.

Les belles âmes en mal de causes humanitaires ou vouées à la défense des droits de l'homme et de tous les êtres animés, qui s'émouvent et protestent chaque fois qu'une bête est maltraitée ou en détresse, paraissent accepter avec une étonnante placidité que, dans ces collectivités autochtones, les honnêtes gens vivent sous le joug d'une minorité qui impose sa loi par la terreur, privées de la protection policière accordée à tous les autres habitants du Québec.

Il y a longtemps qu'au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal les faits démontrent que le véritable chef est le président de la Fraternité des policiers. Officiellement, c'est le directeur qui exerce le pouvoir, mais en pratique sa marge de manoeuvre dépend du bon vouloir de son vis-à-vis syndical.

Les choses ne sont pas différentes à la Sûreté du Québec où, depuis plusieurs lustres, c'est le directeur qui propose mais le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ) qui dispose.

La SQ vient tout juste de connaître un changement de

directeur. Le choix de Serge Barbeau a fait l'unanimité chez ceux qui connaissent la stature morale et les remarquables états de service de ce policier modèle. Déterminé comme le directeur Duchesneau, à Montréal, à réformer un service à plusieurs égards plus mal en point que celui de la métropole, il s'est ingénié depuis son arrivée à la SQ à prendre les choses en main avec le maximum de discrétion et de tact pour ne pas risquer de se mettre le syndicat à dos en prenant à rebrousse-pois son président.

Mais cette semaine, lors d'une assemblée survoltée des policiers provinciaux, le président Jocelyn Turcotte a promis que ceux-ci réagiraient avec des mesures de pression inusitées et d'une vigueur sans précédent si Serge Barbeau ne retirait pas sa directive modifiant unilatéralement les règles de remplacement des policiers. Il a de plus exigé, en prime, que ne soient pas punis les policiers qui ont déserté leur travail pour assister à cette réunion.

La direction de la SQ a immédiatement obtempéré. Non seulement a-t-elle suspendu sa directive et décidé de discuter la nouvelle mesure avec l'APPQ, elle ne sévira pas contre les policiers en faute : leur salaire sera simplement amputé des heures non travaillées.

Je ne me prononce pas sur le fond de ce litige, je constate seulement que l'état de grâce du directeur Serge Barbeau a pris fin cette semaine à l'occasion d'un affrontement avec le syndicat qui l'a obligé à battre pitoyablement en retraite.

OPINIONS

Le Monde de Sophie ou la philo sur la place publique

MARIO ROY

L'auteur est responsable du cahier Livres de La Presse.

Il y a quelque chose de surprenant à cette surprise qui se manifeste devant le succès du *Monde de Sophie*, de Jostein Gaarder.

Dans cette brique de 560 pages, Gaarder, un prof de philo et auteur-jeunesse norvégien de 43 ans, utilise une trame romanesque pour initier les jeunes lecteurs — l'ouvrage a aussi bien été adopté par les adultes — à l'histoire de la philosophie et des idées.

Le livre s'est écoulé à près de 25 000 exemplaires (selon le distributeur local) depuis sa sortie au Québec, en avril dernier. *Le Monde de Sophie* est ainsi devenu chez nous un des grands succès de l'été, après avoir connu une carrière tout aussi spectaculaire dans plus d'une demi-douzaine de pays.

Donc, si le monde se divise désormais en pro et anti-*Sophie*, le sentiment commun aux deux groupes en est un d'étonnement, a constaté la journaliste Martine Turenne (dont le reportage sera publié, demain, dans notre cahier *Livres*). Et ce haussement incrédule de sourcils, au fond, ne veut-il pas dire : incroyable, est-ce que les lecteurs seraient intelligents ? Encore : à l'habitude, et *Sophie* mise à part, les livres ne sont-ils pas que des ramassis de stupidités ? Or, ce qui frappe au contraire à long terme, c'est la quantité d'ouvrages ardue, ou que l'on peut présumer tels, réussissant malgré cela à se tailler une place sur les listes de best-sellers.

Des scientifiques comme Stephen Hawking (*Une brève histoire du temps*), Trinh Xuan Thuan (*La mélodie secrète*) ou George Smoot (*Les rides du temps*) ne sont-ils pas devenus des auteurs-vedettes en traitant... d'astrophysique, de relativité restreinte et de mécanique quantique ? L'un des livres les plus vendus — le plus vendu, selon une compilation non scientifique, il est vrai — au Québec au cours des vingt dernières années n'a-t-il pas été *Le Choc du futur*, d'Alvin Toffler, qui ne manquait certainement pas de substance ? Fernando Savater ne fait-il pas un malheur avec deux petits bouquins solides, *Éthique à l'usage de mon fils* et *Politique à l'usage de mon fils*, des ouvrages évoluant d'ailleurs dans le même monde que *Sophie* et ne relevant pas précisément de l'insignifiance ? Umberto Eco annonce pour cet automne *L'île du jour d'avant* : le roman sera-t-il à la fois aussi dense et aussi populaire que *Le Nom de la rose* et *Le Pendule de Foucault* ?

Chacun pose son regard où il le veut bien.

Jostein Gaarder, l'auteur du *Monde de Sophie*.

On peut décider de regarder le monde sous l'angle du *tout fout le camp*. C'est de loin la posture la plus populaire, la plus gratifiante, la plus rentable et ce, depuis l'Antiquité. On décrètera alors que l'espèce — sa culture, sa morale — court à sa perte.

Ou bien on peut observer exactement l'inverse.

Remarquer que la culture n'a jamais été aussi présente dans la vie du plus grand nombre et est devenue l'un des principaux moteurs économiques des sociétés avancées — la question de savoir s'il s'agit de la *bonne* culture, dûment approuvée par les autorités compétentes, relève d'un autre débat. Constatons que la recherche d'un nouvel ordre moral est aujourd'hui une quête qui fait la une des publications à grand tirage et au sujet de laquelle on se bat presque dans les autobus — moins au Québec qu'ailleurs, faut-il malheureusement noter aussi, obnubilés que nous sommes par notre psychodrame identitaire et constitutionnel.

Les deux positions se défendent, sans doute.

Séduction, audace et intelligence

Pour ramener la question au champ strict du livre, on peut simplement constater que, pour être lu, peut-être faut-il d'abord cultiver le désir de l'être — et ce, indépendamment du niveau de complexité de la matière à expo-

ser. Il n'y a d'ailleurs pas que la philo : parlant de certains romans français, Jacques Julliard remarqua un jour que, « pendant des années, chaque fois que j'ai ouvert un roman français, j'ai eu l'impression désagréable de violer le secret d'une correspondance privée entre l'auteur et Roland Barthes »... Peut-être faut-il ensuite avoir véritablement quelque chose à transmettre — cela vaut pour un traité de philo comme pour un manuel de jardinage. Sans doute, enfin, est-il nécessaire de *marcher dans le système* — quelle horreur ! —, de tenter de séduire, d'appâter la mouche avec du miel et non avec du vinaigre, de vendre sa salade. Il faut une solide foi en l'être humain pour s'offrir ainsi à lui et compter qu'il ne nous jettera pas. Le degré zéro du risque, pour un auteur, peut consister à se débrouiller pour ne pas être lu.

L'entreprise de Gaarder était séduisante, audacieuse et intelligente. Souvent, ce mélange fonctionne.

Et il y a quelque chose de formidablement suffisant à ne voir dans *Le Monde de Sophie* que une assiette de « fast-food intellectuelle » — comme on verra des anti-*Sophie* le soutenir. À telle enseigne que l'on peut soupçonner une telle attitude de couvrir en fait une défense malhabile, non avouée et non avouable d'un privilège de classe (en effet menacé) : le droit exclusif de manier

les idées, assez semblable au monopole exercé par le plombier sur l'assemblage des tuyaux, un corporatisme protégé — entre autres chartes, bulles et conventions diverses — par l'hermétisme d'un langage dont la nature et la fonction se comparent à celles du latin pour le clergé d'une autre époque.

Au Québec, avec son *Histoire d'idées* (publiée il y a un an chez Liber), le philosophe Laurent-Michel Vacher avait, tout comme Gaarder, tenté de sortir sa spécialité de son carcan académique.

Ce faisant, il avait peint un tableau extrêmement troublant pour les penseurs classiques : la philosophie est en train d'échapper aux philosophes, les points de départ et d'arrivée de la réflexion contemporaine accusant une forte tendance à se situer à l'extérieur des circuits institutionnels monopolisés par les élites traditionnelles. « Dans un monde idéal, je supprimerais les cours de philo », disait carrément le professeur à *La Presse*. En même temps qu'il bifait des pages de son manuscrit les noms de tous les philosophes du XXe siècle (rhétorique vaine, enlèvement désolant dans la logomachie...), Vacher professait l'importance de l'interaction entre la philosophie, d'une part, la science, la technologie et les arts, d'autre part.

À cette trilogie, il faut aujourd'hui ajouter l'information — au sens large — devenue un acteur déterminant dans le processus d'appréhension de la réalité ; l'information fait continuellement rouler son propre train de questions fondamentales, précipitant aussi le flux des réponses disponibles.

Tout cela s'illustre de façon assez remarquable dans le fait qu'un des récents ouvrages majeurs en provenance d'un penseur français, *La Tentation de l'innocence* de Pascal Bruckner, n'a fait que formaliser, au début de 1995, un débat de société qui avait démarré de façon assez spectaculaire, à l'automne 1991, en page frontispice du *Time* (sous les titres, je traduis à peu près, de *Une nation d'enfants accusateurs et Bébé braillards : les éternelles victimes*).

Bref, aux interrogations liées à la condition humaine dans ce qu'elle a de plus trivial comme dans ses sphères éthérées, chacun cherche des réponses auprès de ceux qui en offrent — vite, bien et clairement. D'un état à l'autre, on trouve du meilleur et du pire, c'est entendu. Mais il est notoire que, dans ce souk, il y a peu de philosophes. « La philosophie pâtit de n'être plus suffisamment sur la place publique. Il est bon de faire toutes sortes de petits trous dans ses tours d'ivoire », écrivait en février *Le Monde des livres*.

LYSIANE GAGNON



Le syndrome de Tourette

Question : combien de fois avez-vous parlé de souveraineté, du référendum et du dossier constitutionnel durant vos vacances d'été ?

Une ou deux fois ? De temps à autre ? Jamais ?

C'est dans une atmosphère d'extraordinaire apathie — extraordinaire si l'on pense que nous sommes à quelques semaines d'un choix fondamental — que le train du camp souverainiste s'apprête à se mettre en marche.

Il y a de l'agitation dans le train, mais personne sur le quai. Pas l'ombre d'une foule, même pas de badauds...

C'en est au point où, exception faite évidemment des militants politiques, les partisans les plus enthousiastes de la souveraineté sont des professeurs de science politique ou des juristes spécialisés dans les affaires constitutionnelles... Ce qui est bien le degré zéro de la passion populaire.

S'agit-il d'indifférence pure et simple ? D'une saine résignation ? D'un consensus secret que les sondages seraient incapables de détecter ? D'une hostilité larvée qui se cacherait derrière un refus obstiné d'aborder la question ?

S'agit-il d'une adhésion si naturelle à l'idée de souveraineté qu'elle se passerait de commentaires ? Ou alors, les gens se disent-ils qu'en cessant d'en parler, toute cette histoire disparaîtra d'elle-même ?

Chose certaine, et c'est précisément l'ironie de la chose, c'est au sein de la population qui est la seule susceptible de voter « oui » — les francophones de vieille souche — que l'on trouve le plus d'apathie face à l'échec référendaire.

Pour l'instant, c'est au sein de la minorité anglophone que se concentre la passion — passion évidemment inspirée par la peur. Les francophones ont l'esprit ailleurs, mais les anglophones, eux, en parlent à foison, de la séparation ! *La Gazette* y a même consacré, bien avant l'été, une série de reportages échelonnée sur deux saisons et je ne sais combien de semaines.

Les médias francophones, eux, laissent venir les choses sans éternellement excessif. Est-ce parce que le sujet est plus explosif entre leurs mains ? La question nationale, en effet, fait à peu près l'unanimité en milieu anglophone, mais divise en deux la société francophone.

Est-ce parce qu'on pressent, dans les médias francophones, que les lecteurs, les auditeurs, ne veulent pas se voir inondés d'information là-dessus avant que la campagne ne soit véritablement amorcée ?

Si c'est le cas, pourquoi ce refus d'analyser un enjeu qui affectera le reste de leur vie et celle de leurs enfants ? Parce que, depuis le temps qu'on en parle, on a l'impression de n'avoir plus rien à apprendre sur le sujet ? Parce que, dans son for intérieur, on est sûr que « ça ne se fera pas » ? Parce que, quelles que soient les réponses qu'on donne aux sondeurs, on a déjà fait son choix dans le secret de sa conscience avant de le faire dans la solitude de l'isoloir ?

Spectaculaire contraste avec l'indifférence ambiante et la réserve calculée du camp fédéraliste, le camp souverainiste semblait avoir été saisi, cet été, du syndrome de Tourette — lequel se manifeste par une agitation perpétuelle qui peut parfois, selon d'érudits chercheurs, atteindre au génie. On dit que Mozart en était atteint.

Seul l'avenir dira si le gouvernement Parizeau est aussi génial que le grand Wolfgang, mais cet été en tout cas, il a bougé, hurlé, tourné et tiré dans toutes les directions à la fois — des rumeurs de conspiration pancanadienne aux « photo-op » dans les champs de « pot », en passant par la démonstration de charme devant les gouverneurs du nord-est américain et les ultimatums rituels au Trésor fédéral.

Le sommet de l'agitation estivale fut atteint vers le début d'août, alors que le ministre de la Sécurité publique se métamorphosait en chef de police et que le premier ministre Parizeau dévoilait l'existence d'un « nième » complot, celui-là visant à provoquer, à la faveur de la nuit, des affrontements sanglants entre les Forces armées et notre bonne vieille SQ...

Sur quoi, rééditant l'exploit de la CEQ à l'époque de son prosélytisme marxiste, le ministre Le Hir amorçait la distribution de propagande indépendantiste dans les écoles...

Tant d'agitation forcénée à travers la canicule avait pour but de provoquer l'adversaire « extérieur », dans l'espoir que ce dernier sorte ses gros canons contre le pauvre petit Québec isolé, lequel alors se serait réfugié dans les bras de ses infatigables défenseurs... Hélas, les bougies d'allumage sont tombées en terrain mou et il n'y a pas eu de riposte.

L'autre objectif était de capter l'attention de la population, afin de se « positionner » pour les sondages de fin d'été. À partir de la mi-août, quand la plupart des gens sont revenus de vacances et se préparent à la rentrée scolaire, les sondages peuvent être assez probants.

Or, ce sont les sondages qui détermineront le reste de l'histoire.

Si l'option souverainiste, sous le nouvel emballage du « nouveau partenariat », semble avoir sensiblement progressé — disons par plusieurs points au-delà de la barre des 50 p. cent — cela créera le « momentum » tant attendu par les souverainistes, et déstabilisera les fédéralistes, qui comptent encore sur une victoire facile.

Si les sondages montrent un recul, ou si l'option semble bloquée sous la barre des 50 p. cent, cela poussera l'axe Bouchard-Dumont à ruer dans les brancards et à réclamer le report du référendum.

L'hypothèse la plus inconfortable, pour les souverainistes, serait que les sondages montrent que l'option reste collée autour de 52, 53 p. cent.

Cela serait d'assez mauvais augure, puisque cette mince avance correspond à la marge d'erreur habituelle des sondages et qu'elle pourrait en outre — tout comme en 1980 — se volatiliser durant la campagne référendaire. Mais avec des sondages leur prédisant une majorité, aussi légère soit-elle, les leaders souverainistes seraient mal placés pour justifier le report du référendum aux yeux de la population.

Référendum : non à un délai d'un d'an !

GUY BOUTHILLIER,
MAURICE CHAMPAGNE,
PIERRE DE BELLEFEUILLE,
GASTON MIRON
et DENIS MONIÈRE

Les auteurs écrivent au nom du Cercle Gérard Godin.

Le Cercle Gérard Godin est un groupe de réflexion, d'expression politique et d'intervention publique. Il regroupe des personnes préoccupées par l'agir de la pensée dans le Québec souverain. Nous publierons à l'automne notre manifeste de fondation.

Nous faisons cette intervention maintenant, à cause de l'urgence référendaire et parce qu'à l'instar de nombreux et nombreuses souverainistes, nous sommes inquiets du contenu de l'entente entre les trois chefs de partis responsables de l'orientation du débat référendaire.

Nous craignons qu'une fois de plus et peut-être irrémédiablement la souveraineté du peuple québécois soit mise à la remorque d'un étapisme de négociation et d'association des plus confus et des plus risqués et que la souveraineté y soit finalement sacrifiée. Nous intervenons en espérant qu'il est encore temps de rectifier le tir pour que soit respecté le droit du peuple à un choix clair et décisif.

Depuis trente ans, trois courants politiques s'affrontent sur la scène politique québécoise, chaque groupe ayant son projet politique propre : un État central fort pour les nationalistes canadiens, un État canadien décentralisé pour les nationalistes canadiens-français et un État québécois indépendant pour les nationalistes québécois. La dynamique du débat sur la place du Québec au sein du Canada depuis 1960 a eu pour effet de renforcer les positions à la fois des nationalistes canadiens et des nationalistes québécois au détriment des nationalistes canadiens-français qui ont échoué dans leur tentative de faire institutionnaliser la thèse des deux peuples fondateurs.

Mais ces nostalgiques des deux nations dans un même pays, tout en étant en minorité sur l'échiquier politique conservent un pouvoir d'arbitrage et sont devenus une clientèle stratégique pour les deux autres options qui se partagent à peu près également l'électorat. Ils ont contribué dans un premier temps à faire échouer l'entente de Charlottetown et s'apprê-

tent maintenant à édulcorer le projet souverainiste en marchandant leur appui aux forces du OUI. Ces déçus de l'échec de Meech tentent de renflouer la thèse d'un nouveau partenariat avec le Canada et veulent conduire le Québec à une nouvelle ronde de négociation constitutionnelle. Depuis trente ans leur refus de choisir entre le Québec et le Canada, leur conception étreinte de nouvelles institutions fédérales toujours rejetées par la majorité « canadienne » empêchent le Québec de choisir son avenir politique.

Par ce refus de choisir, ils affaiblissent la société québécoise. Plus on tergiverse, plus on retarde les échéances, plus on entretient la confusion et les illusions sur l'avenir politique du Québec, plus le statu quo constitutionnel s'imposera. Le jeu de la non-décision favorise objectivement le non-changement de statut politique.

Nous voulons un référendum décisif qui implique la rupture du lien fédéral et dont la conséquence sera l'accession immédiate du Québec à la souveraineté. Les Québécois sont prêts à faire un choix qui engage l'avenir. Le référendum doit être l'occasion de sortir de l'ambiguïté politique qui anémie le Québec de-

Par ailleurs, quelle sera la signification d'un OUI à un référendum qui porte sur deux objectifs ? Saurons-nous si les Québécois ont dit OUI à l'exercice de la souveraineté ou s'ils ont dit OUI pour retarder l'échéance et donner une autre chance au Canada de reprendre les discussions constitutionnelles ? Pour respecter la lettre et l'esprit des engagements du Parti québécois, nous demandons au gouvernement du Québec d'indiquer clairement par l'article 1 de l'avant-projet de loi qu'un OUI au référendum signifiera l'accession immédiate du Québec à la pleine et entière souveraineté. Cet ajout est primordial sur le plan international car une décision suspendue à un accord avec le Canada créera une situation d'attente qui nous désavantagera dans le rapport de forces.

Il faut hiérarchiser les enjeux et ne pas accorder autant d'importance aux modalités de la transition et aux futurs accords avec le Canada qu'à l'objectif fondamental. S'il est nécessaire d'inclure ces mécanismes de transition à titre d'informations, ceux-ci ne doivent pas accaparer l'essentiel du débat. La question doit conférer à l'Assemblée nationale le mandat clair de déclarer la souveraineté non pas dans les meilleurs délais, non pas après un échec d'éventuelles négociations constitutionnelles, mais le lendemain du référendum.

S'il doit y avoir des négociations avec le Canada pour établir un nouveau partenariat ce ne peut être qu'après la proclamation de l'indépendance du Québec. Si le Québec n'est pas déjà souverain, comment pourrions-nous signer un traité entre États souverains ? Comment un État encore provincial pourrait-il négocier d'égal à égal avec un État souverain ? Ce faisant, le Québec sera dans une position de faiblesse car il sera à la merci de toutes les manœuvres du Canada et des pressions de toutes sortes de la communauté internationale. Et pendant le temps que dureront ces négociations, aucun autre État souverain ne pourra nous reconnaître et nous appuyer. Ce délai prévu entre le choix du peuple et la déclaration de souveraineté accroît notre vulnérabilité et laisse le champ libre aux adversaires de la souveraineté pour torpiller l'accession à la souveraineté. Nous invitons le gouvernement à supprimer tout délai dans l'accession à la souveraineté. Ce n'est pas le partenariat qui est la condition de l'indépendance mais l'indépendance qui est la condition d'un nouveau partenariat avec le Canada.

puis des générations et non pas de nous enfoncer dans le cul-de-sac d'une interminable négociation constitutionnelle sur un hypothétique partenariat. Allons-nous encore une fois convier tout un peuple à un débat et à un choix qui ne règle rien ? Si nous croyons à la souveraineté du peuple québécois, il faut accepter que la décision qu'il prendra aura des effets irréversibles et immédiats.

La démarche référendaire annoncée dans l'entente tripartite ne répond pas à cette exigence et risque d'engager le Québec dans un processus où le peuple sera dépouillé de sa souveraineté au profit d'experts en tout genre qui discuteront à huis clos des nouveaux arrangements constitutionnels avec le Canada. En votant sur la base de cette entente, nous amoindrions la portée du pouvoir souverain du peuple car l'exercice de la volonté populaire sera suspendu jusqu'à la conclusion d'un processus de négociation.

« Nous voulons un référendum décisif qui implique la rupture du lien fédéral et dont la conséquence sera l'accession immédiate du Québec à la souveraineté. »

Familles négligentes

Des chercheurs de l'UQTR ont expérimenté un modèle d'intervention qui permet d'éviter le placement d'enfants



LILIANNE LACROIX

Peut-être faudrait-il repenser le modèle d'intervention envers les familles négligentes et leur fournir les outils nécessaires plutôt que de leur retirer les enfants. C'est sur ce modèle de rechange que se penche depuis quelques années un groupe de chercheurs de l'université du Québec à Trois-Rivières, en collaboration avec les Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis.

Contrairement à une impression généralisée, familles violentes et négligentes ne sont pas à mettre dans le même panier : « La famille négligente est complètement désorganisée. Les parents peuvent être qualifiés de négligents quand ils ne subviennent même pas aux besoins élémentaires de l'enfant parfois même très jeune, comme la nourriture, l'habillement, les soins médicaux... Physiquement ou psychologiquement, les parents sont tout simplement absents. Au contraire, la famille violente est très organisée et les parents, loin de lais-

ser les enfants à eux-mêmes, exercent un contrôle excessif sur leur vie », explique Mme Ercilia Palacio-Quintin, directrice du Groupe de recherche en développement de l'enfant et de la famille (GREDEF) de l'UQTR.

Si la famille négligente en arrive parfois à être violente, comme c'est le cas une fois sur deux, c'est pratiquement par accident. Pour faire taire l'enfant et parce que le parent ne sait plus comment le prendre, par exemple, il arrivera qu'il frappe : « Mais la violence intervient comme solution temporaire et ne vient pas d'une recherche de contrôle comme chez les familles violentes », explique Mme Palacio-Quintin.

Si l'on excepte une débrouillardise souvent bien au-dessus de la moyenne, l'enfant négligé présentera des déficits à tous les niveaux, explique M. Pierre Pinard, des Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis. En fait, l'enfant sera bien souvent à l'image de sa famille. Pauvreté, manque de travail, faible niveau et parfois même handicap intellectuel, problèmes de santé mentale, désorganisation familiale et partenaires multiples de la mère, drogue et alcool marquent bien souvent la réalité quotidienne de ces familles. « Les mères sont en général très po- quées. Elles ont souvent été elles-mêmes agressées, négligées, elles ont

connu des problèmes d'apprentissage et présentent parfois des limites intellectuelles. »

Quant au père, précise Mme Quintin, il est généralement absent quand sa présence ne se révèle pas carrément nocive.

Des familles marraines

Les intervenants n'arrivent guère à trouver des moyens d'aide efficaces, l'équipe de Mme Palacio-Quintin, en collaboration avec les Centres jeunesse, a tenté d'aborder, non pas le problème de l'enfant mais celui de la famille au complet, dans une perspective communautaire.

Selon Mme Quintin et M. Pinard, le programme, qui s'est adressé pendant deux ans à quelque 35 familles, comprend plusieurs volets :

- intervention auprès de l'enfant, de la famille et du travailleur social ;
- recours au groupe comme thérapie de croissance et pour améliorer les habiletés parentales ;
- ateliers de stimulation pour les jeunes enfants et service de gardiennage pour les parents ;
- parrainage par des familles d'accueil.

C'est dans ce dernier volet qu'apparaît surtout la particularité du programme. La famille négligente est jumelée à une autre famille,

fonctionnelle celle-là, qui lui sert de modèle, qui lui aide à apprendre des choses aussi essentielles que la préparation des repas, comment faire l'épicerie ou le ménage, comment aider les enfants à faire leurs devoirs et comment exercer une surveillance adéquate. « Pour les parents négligents, élever des enfants n'apporte aucune gratification, que des problèmes. » Le contact avec d'autres familles leur apprend à modifier cette perception.

Plusieurs avaient prédit aux chercheurs qu'ils perdraient leur temps : « Quand ils comprennent qu'on veut vraiment les aider, qu'on n'est pas là pour leur enlever leurs enfants, ils collaborent », assure pourtant Mme Quintin.

Selon M. Pinard, plus de 70 % des familles peuvent être aidées suffisamment par ce programme pour devenir fonctionnelles. Par contre, le quart d'entre elles présentent des lacunes tellement graves que le placement des enfants se révélera quasiment inévitable : « Dans certains cas, le milieu ne pourra jamais posséder assez de ressources pour s'occuper d'un enfant », admet M. Pinard.

Les responsables du projet, qui présentaient leur rapport au printemps dernier, précisent toutefois que les enfants ont pu être maintenus dans

80 % des familles touchées, alors que le placement a été requis dans seulement 20 % des cas. Les statistiques provinciales révèlent que si l'on suit l'approche plus traditionnelle, 60 à 65 % des jeunes clients des Centres jeunesse doivent être placés.

Comme les familles négligentes constituent pratiquement la moitié des signalements à la Direction de la protection de la jeunesse, comme ce problème doit souvent céder le pas aux cas plus urgents de violence et d'agressions sexuelles, on voit toute l'importance d'en arriver à réduire le nombre de cas de négligence : « La mère qui laisse son lait sur la table en plein été, la danseuse qui ne s'occupe pas du tout de son nourrisson parce qu'elle est complètement gelée, voilà des comportements qu'on peut changer. L'important, c'est de réagir le plus rapidement possible », soutient M. Pinard.

Devant les résultats positifs de l'expérience, les Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis songent à implanter le programme dans toute la région. Au ministère de M. Jean Rochon, qui a déjà manifesté son intention de réduire le nombre de placements, on examine attentivement les résultats de cette expérience, qui pourrait être appliquée à la grandeur du Québec.

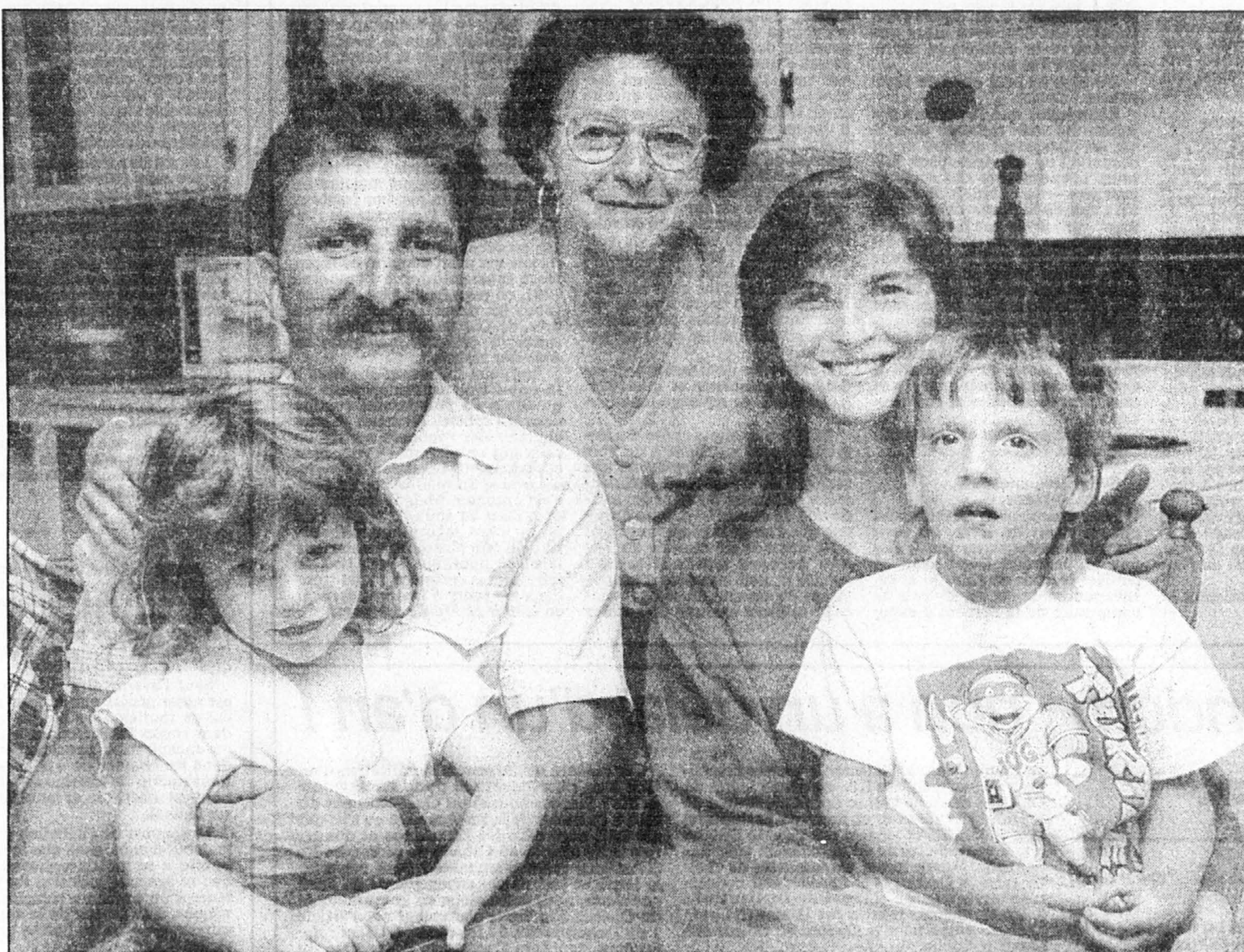


PHOTO
ROBERT MAILLOUX
La Presse

Gaspard Bruneault, Manon Labbé ainsi que leurs enfants Stéphane et Melissa ont grandement profité de l'expérience de Mado Laliberté (au centre) et de son mari. Ils voudraient maintenant encourager d'autres familles à suivre leur exemple.

Des parents ne peuvent donner ce qu'ils n'ont jamais reçu

« **C**e qui nous semble normal, ils ne l'ont jamais vécu, eux. Comment peuvent-ils donner ce qu'ils n'ont jamais reçu si on ne leur montre pas comment faire ? »

Quand Gaston et Mado Laliberté, un couple de Princeville, ont rencontré la famille de Gaspard Bruneault et Manon Labbé, celle-ci vivait de gros problèmes : « Pour se valoriser, ils s'achetaient toutes sortes de choses inutiles, raconte Mme Laliberté. Alors que leurs meubles étaient encore tout à fait corrects, ils changeaient le mobilier au complet. Les enfants avaient une tonne de jouets, mais ils manquaient de l'essentiel, de bonne nourriture, de soins médicaux, de vêtements propres et devaient vivre dans un logement totalement insalubre. »

Dans le cadre du projet de recherche commune de l'université du Québec à Trois-Rivières et des Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis sur les familles négligentes, M. et Mme Laliberté sont devenus parrains de six familles. Pendant les deux ans qu'a duré le projet, c'est avec leurs trois enfants, qui ont maintenant 18, 17 et 15 ans, qu'ils se sont embarqués pour la somme « mirobolante » de 300 \$ par mois : « C'est un travail de couple et de famille. Ce qu'on fournit à ces gens, ce n'est pas l'image d'une famille parfaite. On est seulement une famille qui veut en aider une autre. »

Au début, Gaspard Bruneault et sa femme Manon étaient réticents : « Ma femme voulait carrément les mettre dehors, raconte Gaspard Bruneault. Il fallait qu'ils rentrent dans

notre vie privée et ça ne nous plaisait guère. Mais il y avait des jours où, avec les enfants, on ne savait plus quoi faire, alors on a décidé d'essayer. »

Gaspard et Manon savaient lire et écrire, mais ils étaient tout de même peu scolarisés ; il leur manquait certaines connaissances élémentaires. « Manon donnait une pomme ronde à son bébé sans réaliser qu'il ne pourrait pas la manger », explique Mme Laliberté.

Elle ne savait pas non plus détecter les petites maladies infantiles et encore moins comment les soigner. Quant à M. Bruneault, pour éviter d'entendre les enfants pleurer, il se trouvait « des cossins à faire » : réparer une auto, visiter des amis.

Légerement handicapé à cause d'un manque d'oxygène à sa naissance, Stéphane, qui a maintenant cinq ans, présentait un sérieux retard sur les enfants de son âge. Quant à sa sœur Melissa, qui a maintenant trois ans, elle risquait fort de prendre le même chemin si on ne prenait pas les choses en mains.

Malgré leurs difficultés, ces parents avaient toutefois un atout majeur : « Ils voulaient vraiment s'en sortir », assure Mme Laliberté.

Au bout de quelques mois d'apprentissage, ils ont compris que le couple Laliberté n'avait qu'un but : les aider.

Guidée par celle qu'elle considère maintenant simplement comme une amie, Mme Labbé a donc appris les secrets d'une alimentation équilibrée, les soins à donner à un enfant et un

certain sens des priorités.

Depuis deux ans, les enfants vont en garderie. Du logement insalubre où ils vivaient, la famille a déménagé dans une petite maison construite par M. Bruneault : « Ce n'est pas un château, dit Mme Laliberté mais ils sont chez eux et la petite, qui est asthmatique, peut sortir dehors pour respirer un peu d'air frais. » Pendant tout l'été, M. Bruneault a accepté de travailler pour un projet suggéré par l'aide sociale qui lui fournit 240 \$ nets par semaine et lui permet de se faire un petit budget. Pour aider leur fils, ils ont même suivi des cours d'orthophonie.

« Des parents et des enfants au bout de la corde, on en voit à la télé. Ne pas avoir eu Gaston et Mado, on en serait peut-être là, nous aussi. Le manque de savoir, ça peut causer bien des problèmes », admet M. Bruneault.

Maintenant, M. Bruneault et sa femme se sentent plus sûrs d'eux : « On est plus proches de nos enfants. On a plus de patience. Quand on ne sait pas pourquoi un enfant pleure, la patience s'en va vite, mais quand on comprend, c'est plus facile. On se sent plus en contrôle, moins poussés dans le dos par d'autres. »

« D'autres », pour M. Bruneault, ça veut dire les gens des services sociaux, des gens que les parents comme lui perçoivent souvent comme une menace potentielle pour leur cellule familiale.

Selon Mme Laliberté, qui poursuit son travail auprès de cette famille même si le projet est officiellement

terminé, Manon et Gaspard seront bientôt totalement autonomes : « Six mois au plus », assure-t-elle.

M. Bruneault, lui, voudrait que son histoire serve d'exemple à d'autres : « J'aimerais ça que des gens comme nous profitent eux aussi de l'expérience d'autres familles. Gaston et Mado ne sont pas là pour nous nuire et on ne les a jamais sentis dans nos jambes. C'est difficile de l'admettre, mais il faut savoir accepter de l'aide quand on en a besoin. »

Autour de lui, M. Bruneault parle de son expérience à qui veut l'entendre, à ses amis, à ses patrons : « Je suis fier de ce qu'on a vécu, dit-il. Et vous savez quoi ? On s'est même fait dire qu'on était une famille modèle, qui pourrait servir d'exemple à d'autres. »

Des cas moins heureux

Toutes les histoires ne se terminent malheureusement pas aussi bien. Les autorités ont ainsi dû retirer un bébé de deux mois à un couple qui avait déjà perdu ses deux premiers enfants et dont M. et Mme Laliberté s'occupaient. « Le père prenait un coup solide, en plus de se bourrer de médicaments, explique Mme Laliberté. Le jour où l'enfant a été retiré, la mère était partie depuis la veille et le père, complètement saoul, était seul avec le bébé. »

Entre ces deux extrêmes, il y a les autres. Comme cette famille de sept, dont cinq enfants de 7 à 15 ans : « La mère est totalement centrée sur elle-même et préfère ses activités sociales à toute autre chose, explique Mme

Laliberté. Le père a un travail régulier, il fait sa large part tout comme ses enfants, mais cela ne semble jamais suffire. Il est souvent découragé. Perdant tout respect pour sa mère, l'aînée a pris la relève et ne compte plus céder la place, ce qui rend encore plus difficile le retour à la normale. »

Un des adolescents, qui manifeste des problèmes de délinquance et faisait les 400 coups à l'école, a dû être placé, mais le reste de la famille est toujours ensemble : « Lors d'une maladie de la mère, les enfants ont dû être placés. Après cela, la situation s'est vraiment dégradée. Les enfants ne veulent plus jamais vivre un placement, ça les a rendus trop malheureux. Ils veulent vivre ensemble, malgré leurs problèmes. »

Même s'ils n'ont plus de contacts officiels avec le couple Laliberté, le père et les enfants lui donnent souvent des nouvelles : « Quand ils sont trop découragés, ils viennent nous voir ou ils nous téléphonent. Le seul fait de nous parler leur redonne un certain espoir. Ils savent qu'on sera toujours au bout du fil. »

Malgré ces expériences parfois décevantes, Mme Laliberté croit vraiment à la formule du parrainage : « Le milieu familial constitue la base pour tout enfant. Ceux qu'on arrache à leur famille se sentent à jamais déracinés et voudront pour la plupart toujours y retourner. Prenez seulement cette famille de sept. Tout n'est pas parfait, loin de là, mais si vous placez ces enfants, avez-vous l'impression que ça arrangera les choses ? »

PLUS

Le miracle McKenna

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick demande à ses électeurs de lui confier un troisième mandat



GERALD
LEBLANC

FREDERICTON, N.-B.

Les astrologues diraient qu'il est né sous une bonne étoile. Depuis 47 ans, Frank McKenna vogue de succès en succès, comme si rien ne pouvait arrêter sa course vers les sommets. Enfant de modestes cultivateurs de l'arrière-pays, il traverse la frontière du savoir et du pouvoir en devenant avocat et en épousant Julie Friel, héritière d'une riche famille de Moncton.

Comme plaideur, il connaît son heure de gloire lorsqu'il fait innocenter Yvon Durelle, le populaire boxeur acadien qui risquait une condamnation pour meurtre. Le petit avocat n'a que 34 ans lorsqu'il est élu député en 1982. Trois ans plus tard, il devient chef du Parti libéral à l'heure où le conservateur Richard Hatfield s'effondre péniblement, après un long règne de 17 ans.

Aux élections de 87, McKenna remporte les 58 sièges de la province, une première dans les annales contemporaines du Canada, et dirige le Nouveau-Brunswick, sans opposition, comme sa propre compagnie. Réélu en 91, avec 46 sièges sur 58, il profite de la décision de maman Bell, principale actionnaire de la compagnie provinciale de téléphone, de faire du Nouveau-Brunswick son laboratoire pour l'implantation de la fibre optique.

Frank McKenna devient alors commis-voyageur et maraudeur, en quête de firmes de télécommunications, qu'il séduit en vantant sa main-d'œuvre bilingue et bon marché (un salaire minimum de 5 \$ l'heure), ajoutant en prime l'exemption de taxes sur les appels 1-800.

Le miracle McKenna prend forme, en page couverture des magazines *L'actualité* et *Mclean's*, à la une du *Globe and Mail* et dans les manchettes des téléjournaux nationaux. « On dira bientôt que McKenna marche sur les eaux », ironise Bernard Valcourt. C'est donc un leader auréolé qui demandera, aujourd'hui ou demain, aux électeurs de lui confier un troisième mandat à la tête de la province. Il avait déjà dit qu'un premier ministre ne devrait pas faire plus de deux mandats, mais c'était à propos de Hatfield et avant que Jean Chrétien ne devienne premier ministre du Canada, ultime objectif de Frank McKenna.

Un bilan reluisant

Il a promis une courte campagne — le minimum de 28 jours mènerait au 11 septembre —, qu'il fera porter sur le bilan de ses deux premiers mandats. Ils sont rares, de nos jours, les dirigeants qui demandent aux électeurs de juger l'arbre à ses fruits! McKenna peut se vanter d'avoir atteint les marches menant à un budget équilibré, grâce à d'importantes coupes dans les services publics et à des augmentations de taxes (on paie une taxe de 18 % au restaurant).

Il a aussi rationalisé, comme on dit dans le monde des affaires, en réduisant le nombre de commissions scolaires (de 33 à 16) et de corporations de services hospitaliers (sept corporations pour toute la province). Il a même réduit le nombre de députés, de 58 à 55. Il a enfin privatisé maint services, dont la supervision des vidéopokers et la gestion du Centre pour jeunes contrevenants, qu'il a confiée à une entreprise américaine.

« McKenna a pris toute la place sur la droite, ne laissant que l'extrême droite aux gens du COR, comme Richard Hatfield avait réussi à occuper



PHOTO PC

Le premier ministre Frank McKenna s'adresse à des militants lors d'une assemblée d'investiture libérale, cette semaine à Moncton.

le centre gauche, en ne laissant aucune place aux libéraux », estime Conde Grondin, professeur à l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. McKenna, qui dirige son gouvernement et son parti d'une élégante main de fer, a également traversé deux mandats sans scandales majeurs et sans dissension ouverte au sein de ses troupes.

Tradition de longs règnes

Le Nouveau-Brunswick n'a connu que trois premiers ministres depuis 35 ans : Louis Robichaud (60-70), Richard Hatfield (70-87) et Frank McKenna (87-).

Lynda Dyer, directrice de la maison de sondage Baseline, de Fredericton, estime que les élections au Nouveau-Brunswick se jouent sur une seule question : « S'est-il, depuis quatre ans, passé quelque chose de vraiment pas correct ? Si oui, on change de gouvernement ; sinon, on le garde, comme on semble sur le point de le faire avec McKenna. Il faudrait tout un scandale pour empêcher la réélection des libéraux. »

Justement les sondages, peu fréquents dans la petite province du Nouveau-Brunswick, confirment la grande popularité de McKenna. Le coup de sonde de Corporate Research d'Halifax, dévoilé le 30 mai, donnait une insurmontable avance à McKenna : libéraux 64 %, conservateurs 12 %, COR 6 % et NPD 5 %, 12 % disant n'appuyer aucun des quatre partis. On y signalait 42 % d'électeurs dis-

crets (indécis et refus de répondre), mais on estime chez Corporate Research qu'il en est toujours ainsi en dehors des périodes électorales.

Un deuxième sondage de la firme Omnifacts, dévoilé hier, confirmait l'avance de McKenna : libéraux 56 %, conservateurs 15,9 %, NPD 4,6 % et COR 1,4 % chez les électeurs ayant fait leur choix. Il reste un fort taux d'indécis, à savoir 37 %. S'ils se maintenaient, de tels pourcentages pourraient entraîner un balayage libéral le 11 septembre.

Les scandales étouffés

La campagne électorale, qu'on prévoit de seulement 28 jours, peut-elle changer quelque chose ? Y a-t-il des nuages qui risquent d'éclater d'ici le 11 septembre ? Il y a tout d'abord les compressions dans les soins de santé, qui font mal, particulièrement dans les régions rurales : on dit que le gouvernement McKenna a sacré trop vite et trop fort. Mais, on ne sent aucun vent de protestation d'allure provinciale.

Les vidéopokers auraient pu embarrasser le gouvernement McKenna, le premier au Canada à légaliser ces machines à sous. Contrairement à ce qui se passe ailleurs au pays, au Nouveau-Brunswick c'est une association privée qui supervise cette opération, moyennant la jolie récompense de 35 % des revenus. Une poignée d'amis du régime a ainsi empoché 26 millions de dollars en 1994. Encore ici, la machine gouvernementale a pu

conjuré le danger.

Reste le Centre pour jeunes contrevenants, l'école de réforme comme on l'appelait autrefois. Profitant des scandales d'agressions sexuelles, M. McKenna a fermé les deux écoles existantes, à Edmundston et Fredericton, pour les remplacer par un nouveau centre, construit dans sa circonscription et confié à une entreprise commerciale américaine à la réputation douteuse. Après quelques vagues, l'affaire s'est éteinte, à temps pour les élections.

« Les soins de santé, les vidéopokers et le Centre de correction auraient pu devenir des enjeux, mais il semble qu'aucune question ne réussisse à secouer la province et à cristalliser l'opinion », constate Don Desseur, politologue.

Feu l'opposition

Si Bell a ouvert la voie de McKenna dans son maraudage d'entreprises, l'absence d'opposition lui a laissé la voie libre pour gouverner à sa guise, loin des regards indiscrets. De 87 à 91, il n'y avait que des libéraux au Parlement. En 91, à la surprise générale, le parti Confederation of Regions (COR) faisait élire huit députés et devenait l'opposition officielle à Fredericton. Mais porté par un courant de rессac contre le bilinguisme, ce parti a passé plus de temps à s'entre-déchirer qu'à attaquer le gouvernement. Comble du ridicule, le COR a changé de chef à quatre reprises, trois fois en moins d'un mois, per-

dant deux députés dans l'opération.

C'est pourquoi, malgré la présence d'un solide bloc anti-acadien, de 10 à 15 % de l'électorat, on donne peu de chance au COR de se réhabiliter avant les élections. Au mieux, on admet que l'actuel chef, Greg Hargrove, pourrait conserver son comté.

Elizabeth Weir, la leader du NPD, a aussi fait son entrée à l'Assemblée législative en 91, où elle fut souvent la seule vraie opposition au gouvernement McKenna. Malgré sa performance et malgré le recrutement de bons candidats, particulièrement chez les Acadiens dont elle est une alliée indéfectible, Mme Weir doit surmonter deux obstacles de taille : l'absence de tradition néo-démocrate dans la province et la défaveur générale à l'endroit de la social-démocratie.

Restent les conservateurs, rayés de la carte en 87, qui ont mis du temps à cicatriser les plaies de la triste fin de régime de Richard Hatfield. Deux signes encourageants : les conservateurs ont gagné trois élections complémentaires depuis deux ans et ils comptent, depuis trois mois, sur un nouveau chef, Bernard Valcourt, l'ancien lieutenant acadien de Brian Mulroney.

On estime que les conservateurs pourraient reprendre leur place d'opposition officielle et de solution de rechange au gouvernement libéral, mais Bernard Valcourt voit beaucoup plus grand, comme il l'explique ci-dessous.

Valcourt veut gagner 55 élections complémentaires

Petit avocat de province, comme son rival Frank McKenna, Bernard Valcourt a fait irruption sur la scène fédérale en 85, devenant rapidement parrain du Nouveau-Brunswick et lieutenant acadien de Brian Mulroney. Battu par une très faible marge en 93, dans la grande débandade des conservateurs fédéraux, il est retourné à la pratique du droit à Edmundston.

Toujours fort en gueule et toujours bagarreur, Valcourt n'a pu résister, à 43 ans, lorsque Dennis Cochrane a démissionné comme chef des conservateurs de la province. Leader du parti depuis le 13 mai, il a eu peu de temps pour préparer le dur combat qu'il doit livrer au populaire Frank McKenna. Sans siège au Parlement et sans trop d'argent, il a installé son quartier général au sous-sol de l'hôtel Lord Beaverbrook, le long de la rivière Saint-Jean et à deux pas de l'Assemblée législative. C'est là que nous l'avons rencontré.

« C'est la première fois que le Parti conservateur est dirigé par un francophone. Ça brouille les cartes ! » lance-t-il en riant. Il faudrait les brouiller drôlement pour faire fondre l'avance insurmontable dont jouit Frank McKenna, fais-jé remarquer à mon compatriote du village de Saint-Quentin, au nord de la province.

« On parlait aussi de 70 % en faveur des libéraux dans les trois complémentaires que nous avons gagnées depuis deux ans ; même à Tracadie qui n'avait jamais élu un conservateur. On ne peut peut-être pas gagner une élection provinciale, mais si on transforme ça en 55 complémentaires, on peut en gagner autant et plus que les libéraux. »

Fabrique à Toronto

« Le miracle McKenna a été fabriqué à Toronto, où l'on nous apprendra bientôt qu'il marche sur les eaux. Mais sur le terrain, surtout dans les comtés ruraux, les gens n'ont pas vu le miracle. « A l'hôpital irlandais de Saint John, qui n'a jamais reçu les 20 millions promis en 91, dans les hôpitaux de la péninsule acadienne qui ont subi 31 % des coupures infligées à la province, dans les forêts et dans la pêche, chez nos jeunes délinquants qui seront réhabilités à profit par les Américains, personne n'est ébloui par le miracle McKenna. »

La campagne se fera donc « comté par comté » comme aimaient le dire les anciens bleus du Québec. Et le populiste Valcourt en rajoute : « McKenna ne pense qu'en fonction des trois grandes villes de la province, alors que plus de la moitié des comtés se trouvent dans les régions



PHOTO PC

Le nouveau chef du Parti conservateur du Nouveau-Brunswick, Bernard Valcourt, laisse éclater sa joie lors du congrès à la direction du parti, le 15 mai dernier.

rurales. Dans le dernier budget, il n'y avait que trois millions pour ces régions contre 28 millions pour Moncton. Mais Moncton c'est seulement quatre comtés. »

En devenant chef, Valcourt a invité les anciens coristes à réintégrer les rangs conservateurs. Comment des anti-francophones pourraient-ils appuyer un parti dirigé par un Acadien ? « Le COR a ramassé toutes sortes de frustration, pas seulement celles de ceux qui en avaient assez du bilinguisme. De toute façon, les derniers sondages démontrent que la langue n'est un enjeu électoral que pour trois p. cent de la population. »

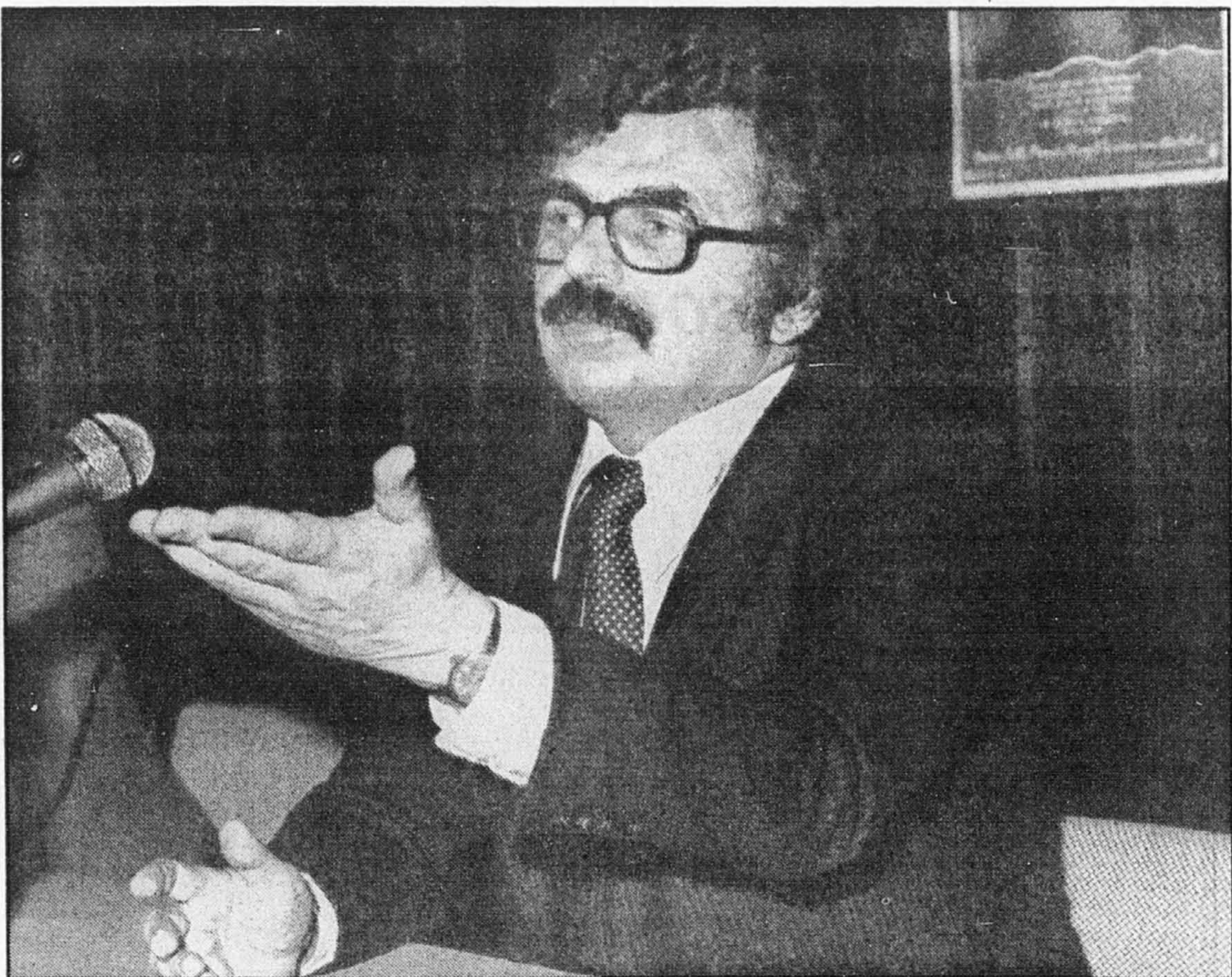
Et le boulet des années Mulroney ? « Les gens de Saint John se souviennent du contrat des frégates, octroyé par Mulroney, plusieurs milliards sans lesquels la province n'aurait pas connu un taux de croissance économique de 1,7 %, un des plus bas au Canada en 94. »

« La trique, c'est de ne pas les laisser faire porter la campagne sur nous, de les garder sur leur bilan miraculeux. Si on réussit ça, c'est comme premier ministre que j'irai te saluer lors de mon prochain voyage à Montréal. »

Ambitieux ou crâneur, le jeune Valcourt ? On verra, mais après une heure d'interview, on sait qu'il se complait dans l'arène électorale.



De gauche à droite, trois visages de Jacques Couture : le prêtre-ouvrier des années 60...



... l'homme politique des années 70 et le missionnaire des dernières années.

Le parcours insolite de Jacques Couture devenu missionnaire à Madagascar

Les obsèques de Jacques Couture ont eu lieu ce matin à la Maison des jésuites, à Lafontaine, près de Saint-Jérôme. Le 15 avril dernier, *La Presse* a publié cette entrevue recueillie à Madagascar par notre collaborateur Robert Bourgoing, qui séjournait en Afrique grâce à une bourse Péricoop du Centre canadien de recherches pour le développement international. Ces propos qui portent sur la dernière tranche de la carrière de Jacques Couture revêtent aujourd'hui un caractère émouvant. *La Presse* reprend l'essentiel de l'interview pour le bénéfice de ses lecteurs et lectrices.

ROBERT BOURGOING
collaboration spéciale

Lorsque le taxi s'arrête à la limite d'un des quartiers les plus délabrés de Tananarive, à Madagascar, on croirait s'être trompé d'adresse. Difficile d'imaginer qu'un ancien personnage influent de la politique québécoise vive dans ce dédale de ruelles étroites, posé au milieu de rizières inondées, où les baraquements sans eau ni électricité s'entassent pêle-mêle. Pour pénétrer dans cet autre univers, il suffit de connaître le mot de passe. Dites « Jacques Couture » et, comme par magie, la méfiance disparaît, les regards s'illuminent et les index se lèvent vers une petite maison en briques.

Lorsque nous sommes passés le voir, l'an dernier, il nous attendait. Un peu vieilli et ébranlé par la maladie, il a la poignée de main chaleureuse.

Jacques Couture a été ministre des Communautés culturelles et de l'immigration dans le cabinet de René Lévesque de 1976 à 1980. Un religieux souverainiste qui s'était fait remarquer pour son action auprès des pauvres de Saint-Henri et pour sa campagne à la mairie de Montréal en 1974.

Il avait étonné tout le monde en récoltant 40 % des votes contre le candidat-vedette Jean Drapeau. Après l'échec de l'option souverainiste en 1980, Jacques Couture cherche un endroit où il se sentira plus utile qu'en politique. La réponse lui vient dans une lettre que le provincial des jésuites au Québec reçoit de Madagascar. Un évêque malgache cherche un religieux pour s'occuper d'un des endroits les plus pauvres de Tananarive, le quartier d'Andohatapenaka.

Arrive le Messie !

En déposant sa valise dans son

quartier d'adoption en 1982, Jacques Couture découvre une misère humaine aux antipodes de la pauvreté qu'il avait connue à Saint-Henri. « Le décalage était tellement considérable, le train de vie, l'habitat, l'environnement... Par rapport au Québec, c'était le jour et la nuit. Je me disais que je ne ferais pas quinze jours ici. » Pendant deux ans, cet homme têtue campe dans une vieille baraque humide, sans même une pensée émue pour le confort de son bureau de l'Assemblée nationale. « Non, je ne suis pas une mère Teresa québécoise. Je ne suis pas venu ici, non plus, pour jouer au pauvre. Je mange mieux que les gens qui m'entourent. J'écoute du Bach et du Mozart. Mais quand on vient dans un milieu comme ici, il faut mener une vie simple pour se faire accepter par les gens. »

Au départ, ceux-ci faisaient la queue pour venir mendier à sa porte. « Quand je suis arrivé, moi, le Blanc d'Amérique du Nord, ils se sont dit : 'Le père Noël arrive ! Le Messie !' Ils m'ont demandé de l'argent et toutes sortes de choses. Je leur ai dit : 'Non ! Je ne suis pas venu ici pour ça.' Et progressivement, leur regard sur moi s'est modifié. Ils ont senti qu'il y avait un désintéressement, que je ne venais pas à cause d'un projet quel que peu maléfique ou mystérieux. » Une fois cette étape franchie, le missionnaire pouvait passer à l'action. Il lui fallait trouver des hommes et des femmes de confiance, les former et les rendre responsables de leur quartier.

Faire payer le tiers-monde

La philosophie de Jacques Couture est simple : si vous voulez vraiment aider le tiers-monde à se sortir de la misère, faites-le payer pour l'aide qu'il reçoit. C'est le meilleur moyen pour qu'il se sente concerné par sa propre réussite et qu'il devienne l'ar-

tisan de son développement. Pour bien illustrer jusqu'où va son credo, il dit qu'il a déjà refusé l'aide d'une grande organisation qui ne savait pas quoi faire de ses millions. « Le quartier, dit-il, n'était pas prêt à les recevoir. »

À Andohatapenaka, les gens doivent contribuer dans la mesure de leurs capacités, en temps ou en argent. Besoin d'une consultation médicale ? Ce sera tant d'heures de sarclage ou de labourage dans le jardin communautaire. Les enfants fréquentent l'école où tout leur est fourni gratuitement ? Pas si vite ! Ils devront « payer » en organisant des spectacles et des danses traditionnelles. Des résidents veulent reconstruire leurs maisons détruites par un cyclone ? Ils doivent contribuer en main-d'œuvre et assumer une partie du coût des matériaux.

En arrivant ici, le « vazaha » (le Blanc) de passage remarque d'abord les égouts à ciel ouvert, les cabanes en toile ondulée, les gens aux pieds nus. Cette première impression se dissipe rapidement quand Jacques Couture lui présente une partie du quartier où règne une activité insoupçonnée. C'est le Conseil de développement d'Andohatapenaka (CDA), son bébé. Dans un atelier de menuiserie, des hommes fabriquent des meubles. Un peu plus loin, des femmes réunies en coopérative produisent des objets d'artisanat (broderie, vannerie, tapis, chapeaux, etc.). Il y a le jardin communautaire, la ferme avec zébus, cochons, poules et canards. Un peu plus loin encore, un centre de santé où des enfants se font vacciner, un centre culturel où sont projetés des films pour les adolescents, une école, un centre de formation pour les petits métiers.

« Ça reste un quartier pauvre, mais ce n'est plus un quartier misérable. Quand je suis arrivé ici, chaque semaine des gens mouraient de faim. Quatre-vingt pour cent des gens n'avaient pas d'emploi régulier. La vie économique s'améliore petit à petit. » Des gens qui ne mangeaient jamais de viande en consommant maintenant une fois par semaine. Les égouts du quartier ? Jacques Couture souligne qu'ils font l'objet d'un projet de la Banque mondiale. « Et les gens vont se promener nus pieds probablement jusqu'à l'an 2050 parce que c'est dans leurs habitudes », dit-il avec un clin d'œil.

Il est temps, selon lui, que le bébé vole de ses propres ailes. « Dans le fond, mon objectif maintenant est de

devenir de plus en plus inutile. J'y arrive vraiment bien et j'en ai parfois des preuves humiliantes. »

Le Conseil de développement d'Andohatapenaka a grandi et pourrait à son tour faire des petits. Après tout, si ça marche ici, dit-on dans le quartier, il n'y a pas de raison que ça ne marche pas ailleurs à Tananarive ou à Madagascar.

Un curé « un peu fou »
Difficile de l'imaginer dans un rôle de curé.

Et pourtant, quand les cloches sonnent, il enfle son aube et se poste à l'entrée de l'église qui se remplit d'un cortège de paroissiens endimanchés.

Le père Couture s'empare du micro et célèbre la messe en malgache avec son fort accent québécois. À tout coup, sa bonhomie déride l'assistance. Même comme curé, il ne fait pas les choses comme les autres. À la place du sermon, il fait une rétrospective des événements heureux et malheureux qui ont marqué l'actualité de la semaine dans le quartier, à Madagascar et dans le monde entier, et invite les paroissiens à en tirer des leçons.

Comment passe-t-on de la politique au missionnariat, de la vie d'un personnage public habitué aux feux des projecteurs à l'anonymat d'un bidonville du tiers-monde ? « Parfois je ne me l'explique pas trop moi-même. C'est certainement qu'on est un peu fou. On ne vient pas en pique-nique ici évidemment. Il faut vraiment avoir eu un choc important dans sa vie. »

En fait, M. Couture a eu deux chocs. À dix-huit ans, il est frappé par la pauvreté dans la basse-ville de Québec. Plus tard, en tant que ministre de l'Immigration du Québec, il est troublé par ce qu'il découvre dans les camps de réfugiés d'Asie, d'Amérique centrale et d'Afrique. C'est ce qui lui a donné le goût de s'investir comme missionnaire, une décision qu'il n'a jamais regrettée.

« Je dis souvent à des amis que dans ce milieu-ci, on passe de la joie à la douleur, à la souffrance, parfois même à l'horreur. Il y a des situations tellement tristes, tellement dures, comme de voir des enfants mourir de faim. Mais par ailleurs, on a aussi des joies exceptionnelles. Quand on voit un délinquant de 17 ans qui sort de prison et qui devient menuisier ou directeur de projet, c'est extrêmement gratifiant. J'ai eu des exemples extraordinaires de gens très très pauvres qui aident des gens encore plus pauvres qu'eux. Ça, c'est un

émerveillement pour moi. Ça a fortifié ma foi en Dieu et ma foi en l'homme. J'ai senti que l'Évangile de Jésus-Christ, ce n'est pas des administrations ou des structures, mais avant tout, la vie auprès des plus malheureux et l'effort qu'on fait pour bâtir une société meilleure. »

Pour un jésuite comme Jacques Couture, le missionnariat s'est fait naturellement. C'est la politique qui a de quoi le plus surprendre. Entre son expérience à Québec et sa nouvelle vie à Madagascar, le contraste a été très marqué sur le plan humain. « Quand on est dans un milieu de pouvoir et d'argent, les relations humaines sont plus difficiles, moins fortes. Ici, on a des relations humaines très intenses, très ardentes même. J'ai eu de grandes amitiés dans le monde politique, des amis que je conserve, comme Guy Chevrette qui est passé ici et qui a été très ébranlé d'ailleurs par ce qu'il a vu, qui a vécu lui-même un choc culturel. Mais je dois dire sincèrement que c'est plus fort ici. »

Jacques le bien-aimé

Un religieux malgache nous l'avait décrit à coups d'encensoir. « Si vous avez rencontré Jacques Couture, disait-il avec un tremolo, vous avez rencontré le développement à Madagascar. » Il est vrai que dans la grande île, peu d'étrangers jouissent d'une aussi bonne réputation. Jacques Couture, dit-on ici, c'est le succès sans fanfare d'un homme qui, à force d'entêtement, a redonné à des gens la dignité qu'ils avaient perdue.

Le missionnaire souverainiste reçoit avec intérêt des échos de la nouvelle campagne référendaire au Québec. Pourrait-il être tenté par un éventuel retour en politique ? La réponse tombe sans hésitation : « Ah non ! Ça m'étonnerait beaucoup. Je n'ai jamais planifié l'avenir. Les événements arrivent, puis je réagis aux événements. Mais ça m'étonnerait BEAU-COUP... »

Les gens du quartier l'ont adopté. Ils ne veulent pas le voir partir et l'ont d'ailleurs baptisé d'un nom malgache, « Rakoutoumalala », c'est-à-dire Jacques le bien-aimé. « Les gens m'appellent comme ça parce qu'ils disent que je ne suis plus un étranger. Ils ne conçoivent absolument pas que je m'en aille. Non pas parce qu'ils ont besoin de moi, mais parce que je fais partie de la communauté. Alors je serai peut-être ce petit vieux-là, un petit vieux en chaise roulante qui se promènera dans le quartier en faisant des bye-bye à droite et à gauche. »

Voyage au bout de l'infamie Comment les Serbes ont piégé les Bosniaques à Zepa

Un récit de
FRANÇOISE GIROUD
Le Figaro

La guerre, ce n'est jamais joli. Mais quelquefois, c'est infâme. Ce que je viens de voir en Bosnie, l'épouvante sur le visage des femmes de Zepa, c'était la trace vive de l'infamie. Zepa est la dernière enclave bosniaque déclarée zone de sécurité protégée par les Casques bleus, qui a été « purifiée » par les Serbes. Les Casques bleus qui la gardaient étaient ukrainiens.

On a dit, on a écrit que la chute de Zepa avait été beaucoup moins dramatique que celle de Srebrenica, que les choses s'étaient « bien passées »,

que la population avait été expulsée « en douceur », en quelque sorte.

Or j'ai vu de mes yeux vu, entendu de mes oreilles les premières réfugiées qui arrivaient de Zepa. Voici ce qu'elles m'ont raconté. Quand les combats ont commencé autour de Zepa, la population est montée dans les collines pour y échapper. Ces combats ont été brefs, les Serbes étant très supérieurs en nombre.

Alors une poignée d'Ukrainiens s'est dispersée dans les collines, et a entrepris de rassurer la population de Zepa. « Venez, leur a-t-on dit, rejoignez vos maisons, vous ne risquez rien, nous vous protégerons. » Une partie des gens se sont méfiés. Les autres, hommes, femmes, enfants, ont

eu confiance et sont descendus.

Les Serbes les attendaient en bas. Selon leur technique habituelle, ils ont séparé les femmes, les enfants et les vieillards des hommes. Et ils ont abattu tous les hommes. Tous. Sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants.

Les Casques bleus ukrainiens étaient des Serbes qui avaient volé des uniformes pour tromper la population. La loi de la guerre punit sévèrement une telle ruse. Elle la punit de mort.

Je dis qu'il faut retrouver ces hommes et les juger à la hauteur de leur crime. Le massacre des hommes, une fois accompli, les Casques bleus ukrainiens — les vrais, cette fois —,

écoeurés ont voulu se retirer. Alors les femmes se sont jetées par terre, elles ont fait un tapis de leur corps pour que les camions ne puissent pas bouger, elles ont supplié : « Ne nous laissez pas... » Les Serbes ont obligé les femmes à se relever, ils ont commis quelques violents sous leurs yeux — les femmes de Zepa ne veulent pas en parler, elles ont honte —, ils ont embarqué les plus jeunes et les plus jolies pour leur consommation personnelle. Et voilà ce qu'on appelle une opération qui s'est « bien passée ».

J'étais en Bosnie au titre de l'AICF, l'une des plus importantes ONG françaises, qui a là-bas une forte mission très active. Il n'entre pas dans la vocation de l'AICF de prendre parti

dans un conflit auquel elle se trouve mêlée. Son rôle est de soigner, de nourrir, d'aider, de soulager.

Mais que faut-il faire quand on est informé par des témoins meurtris, nombreux, concordants, d'une telle barbarie ? Il est impossible de se taire, sauf à en être complice.

L'AICF demande donc au secrétaire général des Nations unies la création d'une commission d'enquête indépendante sur les crimes particuliers de Zepa. Pendant la Seconde Guerre mondiale, on pouvait dire : « Je ne savais pas... » Il faut que personne n'ose plus dire aujourd'hui, s'agissant du martyre de la Bosnie : « Je ne savais pas... »



L'EXPRESS INTERNATIONAL

IRAK

Saddam accuse

■ Le président irakien Saddam Hussein a accusé hier son gendre, l'ex-ministre de l'Industrie Hussein Kamel Hassan, d'avoir « volé des millions de dollars », en annonçant aux Irakiens sa défection en Jordanie. Dans un message adressé au peuple irakien, il a affirmé qu'il « aurait mieux valu qu'il (le général Hassan) meurt plutôt que de vivre dans le déshonneur ». « Hussein Kamel, qui nous est proche, nous a trahi, mais sa trahison n'aura pas l'effet de celle de Judas », a-t-il. Il a accusé le transfuge d'avoir « volé plusieurs millions de dollars au peuple irakien par le biais des « sociétés fantômes ». Le président irakien a réagi avec une célérité inhabituelle à la défection de son gendre et d'une trentaine d'autres membres de sa famille, dont deux de ses filles, qui ont obtenu jeudi l'asile politique en Jordanie. Des militaires américains sont arrivés hier à Amman où ils ont eu une « rencontre informelle » avec le général Hassan. Les deux parties « en sont encore au stade des négociations sur les informations que pourrait révéler le général Hassan concernant l'armement irakien, notamment biologique et chimique », a-t-on ajouté.

d'après AFP

PRISONNIERS

Le Japon s'excuse

■ Le premier ministre japonais Tomiichi Murayama s'est formellement excusé auprès de la Grande-Bretagne pour le traitement par les soldats japonais de leurs prisonniers britanniques au cours de la Seconde Guerre mondiale, a indiqué hier Downing Street. Le premier ministre John Major a reçu une lettre de M. Murayama dans laquelle celui-ci exprime « son profond remords pour les actes du Japon à une certaine période de l'histoire, qui ont causé d'insupportables souffrances et de peine à tant de gens ». Cette lettre rappelle les excuses déjà présentées oralement en 1993 par Morihiro Hosokawa, alors premier ministre japonais, à M. Major qui se trouvait en visite au Japon. Cette excuse publique et formelle de la part des autorités japonaises était l'une des demandes constantes de plusieurs milliers d'anciens prisonniers de guerre britanniques, qui réclament aussi une compensation financière de la part du Japon, ce dont la lettre ne fait pas mention. La Royal British Legion s'est demandé s'il s'agit d'excuses personnelles ou nationales.

d'après AFP

RWANDA

Prisons surpeuplées

■ Surpopulation carcérale, exécutions sommaires, arrestations arbitraires, expropriations illégales : les atteintes au droit de l'homme restent monnaie courante au Rwanda plus d'un an après les massacres entre Hutus et Tutsis, selon un rapport des Nations unies rendu public hier. La situation a « à peine changé », a commenté René Degui-Segui, professeur de droit à l'Université d'Abidjan qui a enquêté pour la Commission de l'ONU sur les droits de l'Homme. L'universitaire dénonce en particulier la situation carcérale, « indescriptible ». Quelque 46 000 prisonniers dont 1100 mineurs, accusés pour la plupart de massacres contre la minorité tutsie, sont détenus. 10 000 sont enfermés dans une prison de Kigali prévue à l'origine pour 2000 détenus. La prison de Gitarama conçue pour 600 prisonniers en abrite dix fois plus. Le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a souhaité que des mesures urgentes soient prises pour améliorer les conditions de détention, n'excluant pas la création de centres de détention provisoires.

d'après AP et AFP

HAÏTI

Deux démissions

■ Deux ministres haïtiens ont démissionné jeudi soir pour protester contre le refus, selon leurs partis, du président Jean-Bertrand Aristide de négocier une solution à la crise post-électorale. Depuis plusieurs semaines des hommes politiques accusent le Lavalas, parti soutenu par le président Aristide, d'avoir bénéficié de l'appui de l'État aux élections du 25 juin. Le ministre des Affaires sociales Enold Joseph et le ministre de l'Administration publique Anthony Barbier ont démissionné à la veille d'élections complémentaires qui porteront demain sur la désignation de 41 parlementaires et responsables locaux dans huit des neuf départements du pays où le scrutin n'a pu se tenir le 25 juin. « Nous ne pouvons continuer à nous associer à un gouvernement qui ne veut pas négocier avec nous », a indiqué Evans Paul, chef du Front national pour le changement et la démocratie, dont fait partie Enold Joseph.

d'après Reuter

L'exode des Serbes de Krajina provoque en retour celui des Croates de Serbie

d'après Reuter et AFP

ZAGREB

L'engrenage infernal de la purification ethnique est plus que jamais à l'œuvre en ex-Yougoslavie : l'exode massif des Serbes de Krajina en direction de la Bosnie et de la Serbie commence en effet à provoquer en contre-coup celui des populations croates encore présentes en territoire contrôlé par les Serbes, tout en risquant de rallumer la tension au Kosovo.

La Serbie est désormais au cœur du conflit : par milliers, les Serbes de Krajina franchissent ses frontières en quête d'une refuge, dans l'exode le plus important de cette guerre civile.

D'après le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), le tiers des 150 000 civils qui ont fui la ci-devant République serbe de Krajina (RSK) se trouvent déjà en Serbie ; certains transitent par la Bosnie.

« Le problème des réfugiés est en train de se concentrer en totalité sur la Serbie », résume Kris Janowski, porte-parole du HCR.

Les autorités croates ont bouclé l'autoroute Zagreb-Belgrade, pour la réserver à cet exode sans précédent qui durera de deux à trois jours, selon l'ONU.

Policiers et militaires croates patrouillent le long des 240 km qui mènent à la frontière serbe.

Les réfugiés progressent lentement, à bord de tracteurs, camionnettes ou charrettes, escortés par les véhicules blancs de l'ONU, parfois ceux de la police croate, des ambulances et des camions-citerne pour l'essence ; des civils par milliers sont bloqués dans des embouteillages depuis des jours.

Situation précaire

La situation de ces civils est rendue plus précaire encore par les menaces de sévices qui pèsent sur eux. L'ONU a assuré être sans nouvelles de 17 réfugiés serbes qui ont été battus jeudi en présence de policiers croates qui ne sont pas intervenus.

Les autorités de Belgrade ont également fait état de nombreuses exactions à l'encontre des Serbes chassés de Croatie. Elles ont dénoncé la passivité des soldats de l'ONU présents, et ont réclamé l'envoi des émissaires internationaux chargés d'enquêter sur « les violations des droits de l'Homme ».

L'ONU a établi hier un pont aérien pour livrer des vivres aux réfugiés, à Belgrade. Le premier cargo Iliouchine du HCR, parti d'Ancone en Italie, avec 40 tonnes de provisions à bord, est arrivé à Belgrade ; trois autres vols doivent suivre aujourd'hui et trois autres demain. Dans la soirée, un avion affré-

té par Médecins sans Frontières et transportant 30 tonnes d'aide, a réussi à se poser à Banja Luka.

Développement inquiétant : la marée des Serbes de Krajina entraîne parallèlement celle des Croates de l'ouest de la Bosnie (sous contrôle serbe) et de Vojvodine, plaine fertile du nord de la Serbie.

Environ trois cents familles croates de Vojvodine ont été expulsées au cours des derniers jours par des Serbes, en représailles à la reconquête par l'armée croate de la Krajina.

Hier, un premier groupe d'une centaine de Croates est arrivé terrorisé à Donji Miholjac, première ville croate après la frontière avec la Hongrie. Si les craintes de la Croix rouge croate se réalisent, c'est un fleuve de quelque 30 000 personnes qui risque de se déverser dans les jours qui viennent de Vojvodine en Croatie, qui compte déjà 300 000 réfugiés et personnes déplacées.

De plus, les Croates sont évincés de leur domicile par des réfugiés serbes arrivant de Krajina à Banja Luka (nord de la Bosnie), où les populations minoritaires vivent désormais dans la peur, a reconnu hier le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Mgr Franjo Komarica, l'évêque catholique de Banja Luka, ville sous contrôle serbe, affirme qu'un millier de familles ont été expulsées de chez elles au cours des sept derniers jours, dans la ville et ses environs.

Le HCR cite tout un catalogue d'exactions — passages à tabac, expulsions massives et abus des droits civils — mais avoue ne pas disposer de suffisamment de ressources pour y faire face en raison de l'afflux des réfugiés de Krajina.

En raison de ces violences, des milliers de membres de la minorité croate veulent quitter Banja Luka pour la Croatie. Des dizaines de personnes se présentent chaque jour devant les locaux du HCR et la résidence de l'évêque pour réclamer abri, protection et sécurité de mouvement.

Enfin, les États-Unis sont très préoccupés par des informations faisant état de l'intention de Belgrade d'héberger au Kosovo (sud de la Serbie) quelque 16 000 réfugiés serbes de Krajina. Notant que les Albanais de souche représentaient 90 p. cent des deux millions d'habitants du Kosovo, le porte-parole du département d'État David Johnson a souligné que la situation dans la province était déjà tendue.

Cette province « est considérée depuis longtemps comme un point chaud potentiel qui pourrait provoquer un conflit plus large et toute tentative pour relancer un nombre significatif de Serbes de Croatie au Kosovo est extrêmement peu utile », a-t-il dit.

Il a répondu ainsi, selon le communiqué, à un appel unanime de l'opinion, notamment du patriarche de l'église orthodoxe serbe, Mgr Pavle, et de « généraux serbes », « au nom de l'unité des Serbes pour la victoire ».

Des appuis

Soutenu publiquement par les 21 généraux de son état-major — pour la plupart d'anciens officiers de l'armée yougoslave —, le général Mladic avait refusé son limogeage, déclenchant une crise sans précédent entre les pouvoirs civil et militaire serbes en Bosnie.

Son coup de force avait sérieusement ébranlé le « gouvernement » de M. Karadzic, déjà boycotté depuis plus d'un an par le président serbe Slobodan Milosevic qui l'accuse d'être un « fauteur de guerre » obsédé par l'idée d'entraîner la Serbie dans le conflit.

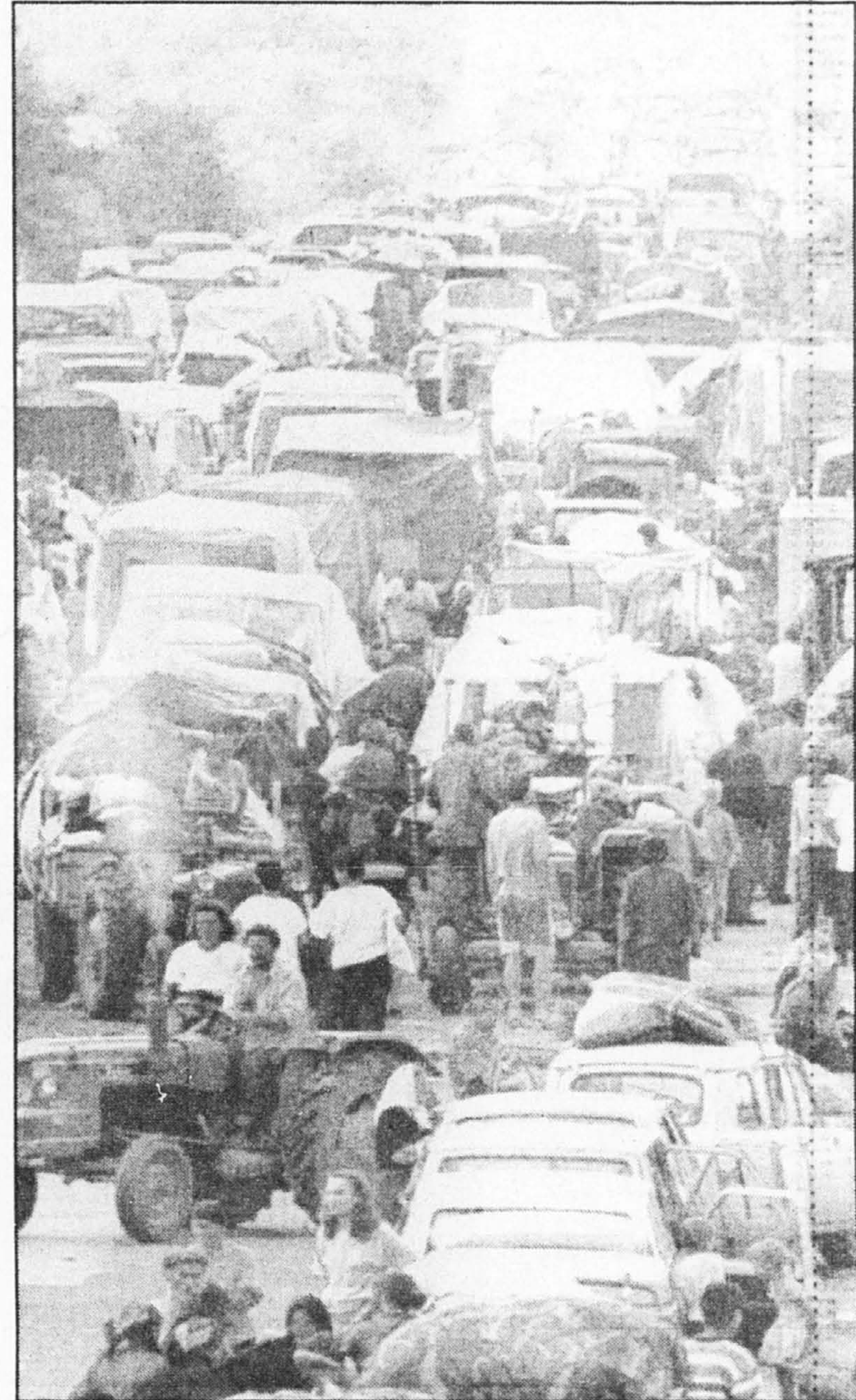


PHOTO REUTERS

La Serbie est désormais au cœur du conflit : par milliers, les Serbes de Krajina franchissent ses frontières en quête d'une refuge, dans l'exode le plus important de cette guerre civile.

Mladic réhabilité sous la pression de l'armée

d'après AFP

BELGRADE

Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, menacé par l'insoumission de son armée soutenue par Belgrade, a réhabilité hier son commandant en chef, le général Ratko Mladic, qu'il avait limogé une semaine auparavant.

M. Karadzic a décidé que « tout retournait à la situation d'il y a une semaine », quand il avait écarté le général Mladic et pris lui-même le commandement opérationnel de ses forces armées, a annoncé son « ministre de l'Information », Miroslav Todorovic.

Selon un communiqué diffusé par l'agence serbe bosniaque SRNA, M. Karadzic a « décidé de suspendre tous les changements prévus dans l'armée ».

► REPÈRES □ Croatie

L'ONU s'en va, victime de la « logique de guerre »

JACQUES CHARMELOT
de l'Agence France-Presse

ZAGREB

■ Victime d'une « logique de guerre » qu'elle a souvent dénoncée, l'ONU a décidé de réduire sa présence en Croatie, dans ce qui apparaît déjà comme une première étape d'un retrait plus vaste des Balkans, estiment les experts et les diplomates à Zagreb.

(Les Casques bleus canadiens basés en Croatie ont ainsi démonté les sacs de sable de leurs postes d'observation hier, et ils attendent des nouvelles concernant leurs nouvelles responsabilités. Le lieutenant-général Gordon Reay, des Forces canadiennes, a fait savoir que la responsabilité de nos troupes pourrait être bientôt annulée ou complètement modifiée.)

Cette diminution du rôle de l'ONU, si souvent accusée d'impuissance, intervient alors que Moscou et Washington montrent clairement leur intention de jouer le rôle de médiateurs privilégiés entre la Croatie et la Serbie.

Mais en parrainant des

champions opposés, explique-t-on dans la capitale croate, les États-Unis et la Russie renouent avec une tradition de clientélisme plus proche de la Guerre froide que du nouvel ordre mondial qui semblait avoir émergé des ruines du mur de Berlin. « C'est une recette ancienne qui comporte autant de chances de succès que de risques de dérapage », estimait hier un expert de l'ONU.

L'ONU a tiré sans hésiter la première conclusion de la victoire-éclair de l'armée croate sur les sécessionnistes serbes : elle a annoncé le retrait rapide de la majorité de ses effectifs civils et militaires de Croatie.

Pendant quatre ans, les Casques bleus avaient tenu le rôle inconfortable de forces d'interposition entre Croates et Serbes, affirmant qu'il fallait ainsi créer les conditions favorables à une négociation.

Les plans, les propositions et les médiateurs s'étaient succédés en vain. En trois jours, Zagreb a démontré que cette approche diplomatique

et consensuelle avait perdu toute crédibilité sur le théâtre de l'ex-Yougoslavie où les belligérants semblent décider à favoriser la manière forte.

La Croatie a rectifié elle-même sa frontière orientale, récupérant les terres qui avaient échappées à son autorité, et jetant du même coup sur les routes vers la Bosnie et la Serbie des dizaines de milliers de réfugiés.

Ce faisant, elle a satisfait un des soucis majeurs de la diplomatie américaine qui a toujours exprimé le souhait de voir le conflit dans les Balkans se confiner le plus possible au théâtre bosniaque.

Elle a également donné un argument de taille à ceux qui à Washington et notamment au Congrès affirment qu'une réponse musclée aux ambitions serbes est la seule qui puisse être véritablement efficace.

Les promoteurs de cette approche pourront dorénavant la défendre, avec une détermination renforcée, au bénéfice de la Bosnie-Herzégovine que les sénateurs et représen-

tants américains veulent arrêter.

Un autre élément de la stratégie de « levée de l'embargo et de soutien aérien » (lift and strike) chère à Washington a d'ailleurs été récemment mis en place avec l'annonce d'une couverture renforcée par les avions de l'OTAN des enclaves musulmanes de Gorazde (est de la Bosnie) et Sarajevo.

Ce succès de l'approche de la diplomatie américaine, qui a clairement choisi le président croate Franjo Tudjman pour être l'homme fort des Balkans, a conduit Moscou à voler au secours de Belgrade, et à menacer de rompre unilatéralement le régime de sanctions internationales contre la Serbie.

Il a également réduit au second rôle deux pays, la Grande-Bretagne et la France, qui avaient mis sur le maintien de l'ONU comme élément d'apaisement du conflit. Il remet même en cause la présence de leurs contingents en Bosnie-Herzégovine ou aussi bien Londres que Paris ont prévenu qu'une reprise de la

M. Karadzic avait vivement reproché à M. Milosevic de « trahir sa propre idée selon laquelle tous les Serbes doivent vivre dans un seul État ».

Accusations

Il l'avait accusé implicitement d'avoir abandonné délibérément la Krajina en vertu d'un arrangement secret que M. Milosevic aurait conclu avec le président croate Franjo Tudjman pour un partage des sphères d'influence dans l'ex-Yougoslavie.

Belgrade a cependant fait savoir hier qu'il « n'accepte pas le fait accompli » en Croatie et qu'il considérerait comme une atteinte à ses « intérêts nationaux » une attaque de l'armée croate contre les Serbes de Slavonie orientale (dernier fief des sécessionnistes serbes, à l'extrême-est de la Croatie).

guerre signifierait leur départ.

Le représentant spécial de l'ONU Yasushi Akashi a d'ores et déjà évoqué la réduction des forces de l'ONU en Bosnie en parlant de « rationalisation », c'est-à-dire, en termes militaires, la concentration dans des endroits bien défendus de ce qui reste des Casques bleus.

Cet affaiblissement de la détermination de la communauté internationale à continuer de défendre coûte que coûte une solution pacifique laisse donc la porte ouverte à une reprise de la violence en Bosnie, constatent les experts militaires occidentaux à Zagreb. Une hypothèse qu'ils considèrent plus plausible, dans l'immédiat, qu'une opération croate contre les Serbes de Slavonie orientale (zone de Croatie encore tenue par les Serbes).

Mais, pour eux, Zagreb — parlant sur l'affaiblissement de Belgrade — ne renoncera pas à tenter l'aventure de Slavonie avant l'hiver, préparant ainsi la scène pour un face-à-face à hauts risques entre la Croatie et la Serbie.



Il va manger les pissenlits par la racine avant que vous ne payiez pour un Macintosh Performa.

Aucun versement avant mai 1996.

Chaque chose en son temps. Avant la fin de septembre prochain, offrez-vous un Macintosh Performa[™] 580CD d'Apple,nd et vous n'aurez ni versement ni intérêt à payer avant que l'hiver ne soit venu, et vaincu.* Et si vous songiez à acheter un ordinateur pour faire du multimédia, alors voici l'aubaine que vous attendiez.

Facile à installer, à comprendre et à utiliser.

Le Macintosh Performa contient tout ce qu'il vous faut et tout ce que vous désirez, dans une seule boîte. Il comprend 20 logiciels et disques compacts, les périphériques, le moniteur couleur, le lecteur de CD-ROM, le modem, le clavier et la souris. Comme tous les ordinateurs Macintosh,nd il est facile à installer, à comprendre et à utiliser. De plus, pour

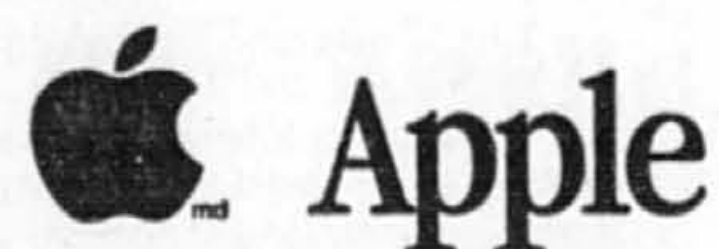
une période de temps limitée, il est encore plus facile que jamais à acheter. Et, comme on dit souvent dans les publicités, ce n'est pas tout! **Jusqu'à 150 \$ de rabais sur plusieurs imprimantes Apple.**

À l'achat de votre Macintosh Performa, vous pouvez également bénéficier de rabais de 100 \$ à 150 \$, applicables sur trois modèles d'imprimantes Apple.[†] Pour obtenir une qualité laser, choisissez la

compacte à jet d'encre StyleWriter[™] 1200; pour mettre de la vie dans votre travail, optez pour la Color StyleWriter 2400; ou si vous désirez des impressions d'une définition exceptionnelle, c'est la LaserWriter[™] 4/600 PS qu'il vous faut.

L'offre se termine le 30 septembre 1995.

Alors, profitez de l'offre sur le Macintosh Performa 580CD et entrez dans un monde d'apprentissage et de découvertes. Un monde ouvert sur l'avenir qui vous permet d'accéder à Internet et au multimédia. Un monde qui vous donne le pouvoir d'aller plus loin. Passez chez votre concessionnaire autorisé Apple Canada participant dès aujourd'hui, car l'offre se termine le 30 septembre 1995. Pour obtenir le nom du concessionnaire le plus près de chez vous, composez le 1 800 665-2775, poste 420.



Tout ce que vous désirez dans une seule boîte.

* A.C. L'offre de financement pour mai 1996 est valable seulement sur le Macintosh Performa 580CD. L'offre se termine le 30 septembre 1995 et peut varier d'une province ou d'un concessionnaire à l'autre. Un léger acompte peut être exigé.
† Rabais immédiat de 100 \$ sur la StyleWriter 1200 et rabais immédiat de 150 \$ sur la Color StyleWriter 2400 ou la LaserWriter 4/600 PS à l'achat de certains Macintosh Performa. Les produits sont offerts jusqu'à épuisement des stocks. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. Apple, le logo d'Apple, LaserWriter, Macintosh et StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. Macintosh Performa est une marque de commerce d'Apple Computer, Inc.

MONDE

Israël-OLP :
un tremplin
pour de
nouvelles
négociationsAgence France-Presse
JÉRUSALEM

■ Israël et l'OLP sont parvenus à surmonter des obstacles dans leur négociation sur l'extension de l'autonomie en Cisjordanie mais devront encore régler des questions litigieuses avant d'aboutir à un accord global.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres et le chef de l'OLP Yasser Arafat ont annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi à Taba (Égypte) un accord partiel destiné à servir de tremplin à la poursuite de la négociation.

Cette négociation doit permettre l'élection d'un Conseil de l'autonomie palestinienne, prévue vers la fin de l'année, soit avec plus d'un an et demi de retard sur la date fixée par les deux parties en septembre 1993.

« Nous espérons que l'accord (permettant ce scrutin) sera rapidement signé », a déclaré M. Arafat à Taba.

Selon son porte-parole Marouan Kanafani, l'accord « sera signé à Washington » lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, « et septembre serait une bonne date ».

Le mois de septembre a été évoqué par le directeur du ministère israélien des Affaires étrangères, Uri Savir, pour la signature de ce texte.

De son côté, M. Arafat a déclaré : « Nous avons réalisé quelque chose de très concret et de très positif qui nous permettra d'aller de l'avant pour la seconde phase de l'autonomie ».

Selon M. Peres, les points d'entente portent sur le redéploiement de l'armée dans les zones rurales, la libération de prisonniers palestiniens, l'imposition fiscale, le développement économique et sur l'abrogation des articles de la Charte nationale palestinienne prônant la destruction de l'État d'Israël.

Les pourparlers de Taba ont abouti notamment à un calendrier de retrait de l'armée des villes et dans les campagnes de Cisjordanie sur deux ans. L'armée se retirera d'abord des villes, après la signature d'un accord complet. Puis elle se retirera en dix-huit mois des campagnes jusqu'à juillet 1997.

Toutefois Israël n'a donné aucun engagement sur l'étendue de ce retrait. « Nous n'avons pas fixé les limites des secteurs où restera l'armée », a indiqué M. Peres, précisant que celles-ci seront tracées lors des discussions sur le statut définitif des territoires de Cisjordanie et de Gaza qui doivent démarrer en mai 1996.

M. Peres a ajouté qu'un calendrier avait été établi pour l'élargissement progressif des 6000 prisonniers palestiniens en trois phases : lors de la signature d'un accord global, après l'élection d'un Conseil de l'autonomie, et après la conclusion d'un accord sur le statut définitif des territoires.

Le premier ministre Yitzhak Rabin ainsi que les ministres de la Police Moshé Shahal, de l'Environnement Yossi Sarid, et de l'Intérieur Ehud Barak ont unanimement approuvé les dispositions négociées par M. Peres. Celles-ci seront présentées demain au gouvernement. L'opposition de droite (Likud) a pris les devants et obtenu la convocation du parlement en séance extraordinaire, accusant le gouvernement de jeter les bases d'un État palestinien.

De sérieux désaccords persistent pourtant sur un redéploiement militaire à Hébron (sud) et sur la question du partage des ressources en eau de la Cisjordanie.

« Nous ne sommes pas parvenus à nous entendre sur la question d'Hébron. Mais beaucoup d'idées ont été soulevées pour résoudre ce problème épineux sans obliger Israël à transférer les colons qui y vivent », a déclaré M. Savir.

L'OLP exige un redéploiement de l'armée hors d'Hébron, à l'instar des autres villes de Cisjordanie. Israël s'y oppose compte tenu de la présence de 400 colons juifs au milieu de 120 000 Palestiniens.

Selon M. Kanafani, « la question de Hébron est une bombe à retardement qui peut faire sauter l'ensemble de l'accord ». Une commission ad hoc devra tenter de régler le contentieux.

M. Peres a par ailleurs précisé que la police palestinienne prendrait le contrôle des 420 villages de Cisjordanie. Ses mouvements devront toutefois être coordonnés avec Israël qui assurera globalement la sécurité de la région.

Clinton pour un abandon de tout test nucléaire

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Le président Bill Clinton a annoncé hier sa décision de négocier un abandon total de tout test nucléaire, y compris les expériences en laboratoire.

« Aujourd'hui, j'annonce ma décision de négocier une véritable et complète interdiction des essais. Il s'agit d'une étape historique dans nos efforts pour réduire la menace nucléaire et construire un monde plus sûr », a déclaré M. Clinton devant la presse à la Maison Blanche.

« Les États-Unis vont désormais insister pour un renoncement aux tests qui comprennent l'interdiction de tout essai d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire », a-t-il précisé.

Un assistant du président.

chargé des affaires de défense, a de son côté annoncé que les États-Unis avaient proposé à la France de lui fournir de l'assistance technologique sur les simulations en laboratoire à condition que Paris renonce aux tests.

Le président américain a invoqué « l'intérêt suprême national » pour reprendre éventuellement des tests si la sécurité des stocks nucléaires américains ne pouvait plus être assurée. Cela se ferait après consultation avec le Congrès et sans pour autant renoncer au traité d'interdiction des tests qui devrait être signé l'an prochain.

« Je considère que l'entretien de stocks nucléaires sûrs et de confiance relève de la sécurité nationale suprême des États-Unis », a déclaré M. Clinton.

« Je suis convaincu que cette

décision va accélérer les négociations, de façon à ce que nous atteignons notre objectif de signer l'an prochain une interdiction totale des tests », a-t-il ajouté.

En contrepartie, les États-Unis vont « renforcer leurs engagements » en matière de renseignements, ainsi que de contrôle, vérification et maintenance des stocks et laboratoires, a indiqué M. Clinton.

L'annonce américaine intervient cinquante ans après les bombardements nucléaires américains de Hiroshima et Nagasaki. Elle fait suite à une décision similaire annoncée jeudi par la France qui a souhaité la mise au point d'un traité « général » qui comprenne « l'interdiction de tout essai d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire », selon Paris.

Les États-Unis comme la

France étaient d'accord pour une interdiction des tests, mais Washington souhaitait jusqu'alors se réserver le droit de procéder à des expériences en laboratoire sur des charges de quelques kilos, tandis que Paris « voulait plus », a pour sa part déclaré Robert Bell, conseiller du président pour les affaires de défense.

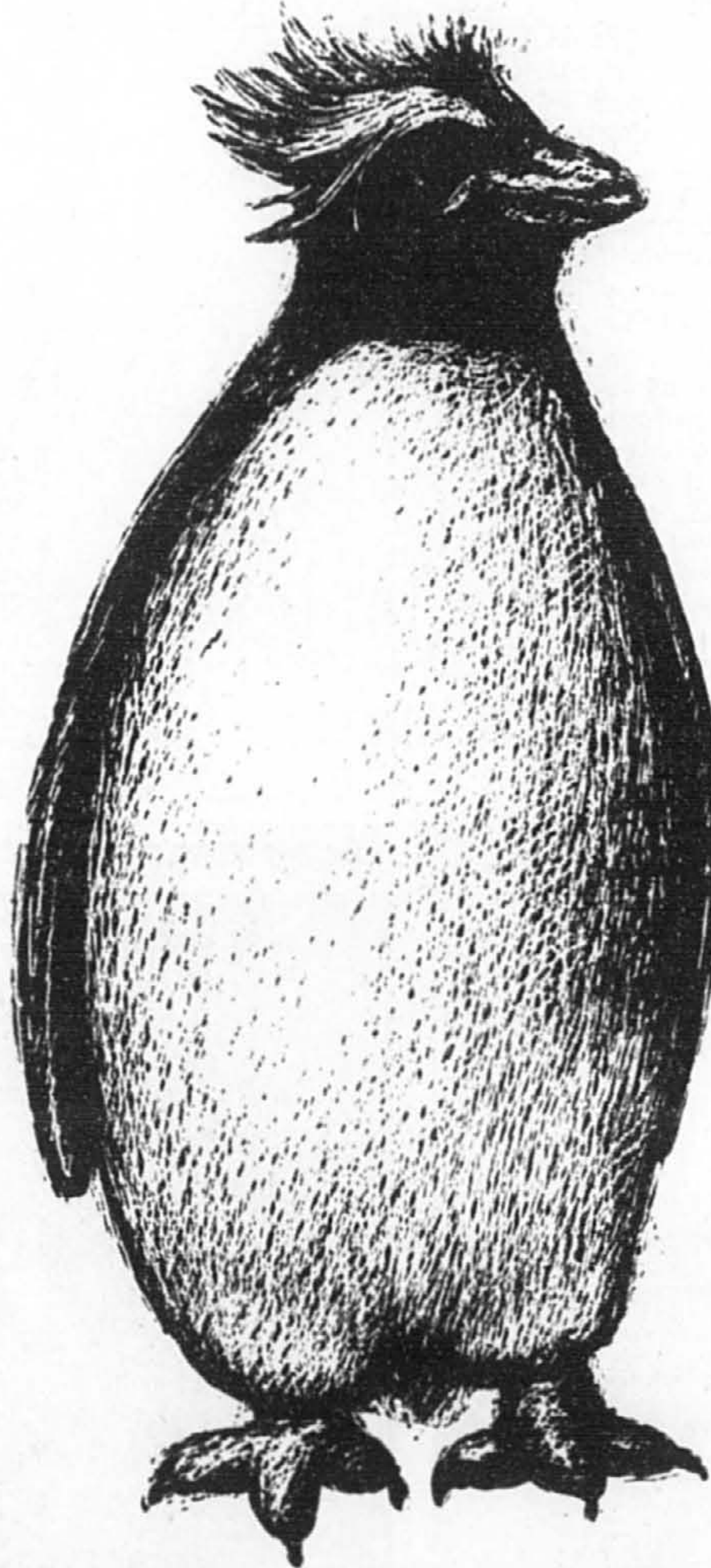
Interrogé sur une éventuelle offre faite à la France par les États-Unis pour lui fournir de l'aide technologique sur les simulations informatiques en laboratoire en contrepartie d'un abandon des tests nucléaires français, M. Bell a répondu par l'affirmative.

« Nous allons continuer à nous assurer que (les Français) ont l'opportunité d'exploiter via le programme scientifique de maintenance des stocks des options technologiques que nous

maitrisons », a-t-il ajouté. « Nous semblons bien être en harmonie » avec les Français après 18 mois de négociations à Genève, a-t-il poursuivi.

Bill Clinton s'est rangé hier à l'avis de la communauté scientifique, au détriment du Pentagone qui souhaitait se réserver l'option de procéder à des tests de 300 à 500 tonnes d'équivalent de TNT. Le Sénat avait voté la semaine dernière l'attribution de crédits pour ce type de tests en laboratoire.

Un groupe de 14 physiciens américains dont certains sont à l'origine de la conception du programme nucléaire, avait conclu la semaine dernière dans un rapport remis au département de l'Énergie, que compte tenu de l'avancée américaine en matière de programme nucléaire, ce type de test n'offrait que peu de valeur.

C'est un manchot,
mais vous devriez le voir nager.

Lorsqu'il plonge dans les eaux aussi froides que dans son pôle sud natal, cet animal gauche et sympathique n'est vraiment plus le même. Vous le verrez vriller, pirouetter et faire des longueurs, vite comme l'éclair, avant de regagner la banquise où l'attendent ses congénères. De l'Arctique à l'Antarctique, en passant par l'Amazonie, c'est à bras ouverts que vous attendent les habitants du Biodôme

Le Biodôme, tous les jours de 9h à 18h, jusqu'à 20h en été.

Information: (514) 868-3000.

BIODÔME
DE MONTRÉAL

La nature, comme dans la nature.



Ville de Montréal

ACTUALITÉS

« Limonade fraîche ! »

PAUL ROY

SAINT-HYACINTHE

Michèle Dagenais, 39 ans, est prof de maternelle à Laval. Si vous venez assister au retour du Grand Tour, cet après-midi, à Longueuil, vous la reconnaîtrez au gros tournesol qui trône sur son bicycle de montagne.

Depuis samedi dernier, Michèle et ses copines, Hélène Perron, une infirmière de 39 ans, et Sylvie Dupuis, 34 ans, qui fait dans les relations de travail, sont devenues de vraies accros du Grand Tour.

« On est des abonnées à vie », disent-elles en chœur. « Je signerais un contrat tout de suite », ajoute Michèle.



Elles aiment tout : les paysages, la camaraderie, le sport, l'atmosphère. Hélène et Sylvie, qui campent ensemble, partagent la plus grande tente de tout le camping. « On l'appelle notre « cinq et demi avec toilette », dit Sylvie. Hier soir, elles devaient poser une pancarte à la porte : « Gîte du passant. »

Les trois amies n'ont qu'une réserve : les sportifs, le nez collé sur leur roue avant, qui roulent le pied au plancher et qui ne voient rien.

« Ils ne sont pas gentils avec les gens, dit Michèle. Ils sont stressants, ils n'apportent pas le plaisir, ils sont trop en petites gangs. »

Je roulais avec un petit peloton de sportifs, hier matin, quand j'entends derrière mon dos : « On roule droit ! » Je venais d'éviter un trou. Je me retourne, et le sportif, son petit catéchisme du parfait rouleur à la main, me lance : « Vous faites des S. »

— Ai-je le droit d'éviter les trous ?
— On roule droit ou on décroche !
— Eh bien ! pas moi. Je fais des S. »

Quelques kilomètres plus tard, j'ai décroché. Un vague sentiment de rejet. Et j'ai cherché un vélo de montagne avec un gros tournesol. Je n'ai pas trouvé.

Par chance, la campagne était fort belle. Tiens ! Je n'avais pas remarqué.

Cela dit, bon nombre de cyclo-sportifs sont parfaitement sympathiques et, règle générale, la cohabitation entre les différents genres de cyclistes semble se faire plutôt harmonieusement au Grand Tour.

Un millionnaire en bicyclette

Petite journée hier : 100 kilomètres de plat, entre Drummondville et Saint-Hyacinthe. Du plat, mais un peu de vent et beaucoup d'une chaleur humide. La sueur qui brûle les yeux. Ma plus dure journée.

Si vous étiez multimillionnaire, pas juste un millionnaire de 6/49, un vrai,

qui aurait plein d'usines, ici, aux États-Unis, en France, en Belgique, en Suède, et un chiffre d'affaires de 2,2 milliards, et 8 000 employés, et que vous n'aviez qu'une semaine de vacances cette année, que feriez-vous ?

Laurent Lemaire, lui, fait le Grand Tour. Incognito. Parce que le pdg de la compagnie Cascades aime la compagnie des gens qui font du sport. Et que pense-t-il des hôtels du tour ? Il n'en pense rien pour la bonne raison qu'il a pris le forfait camping, à 400 et quelques dollars.

« Quand ma secrétaire a téléphoné, il ne restait plus de places en hôtel. Alors je me suis équipé. Deux semaines avant le départ, on m'a annoncé qu'il y avait eu des désistements, mais mon idée était faite », explique-t-il.



Laurent Lemaire

Laurent Lemaire n'est pas Céline Dion. Aussi, la très grande majorité des 2 000 grands touristes ne savent pas que le monsieur qui attend en file derrière eux pour se faire servir à la cafétéria, aurait les moyens de se faire transporter par hélicoptère dans le restaurant de son choix. « Je suis un monsieur Tout-le-Monde, dit-il. Avec nos casques et nos cuisards, ici, on est tous pareils. »

Les frères Lemaire — l'ainé, Bernard, est président du conseil de Cascades — ont souvent été décrits comme près du monde, de leurs employés.

« Le système de partage des profits, ça fonctionne toujours chez Cascades ? »

— Dans toutes nos usines, ici comme en Europe. »

En roulant, ces derniers jours, Laurent Lemaire a d'ailleurs reconnu, sous leurs casques, quelques-uns de ses 8 000 employés.

Du thé ou de la limonade ?

Jeudi, entre Lennoxville et Drummondville, sur le haut de la côte la plus stressante, une femme et sa fille vendaient du thé glacé : 25 cents le verre. C'était sympathique et, tout l'après-midi, l'endroit fut très fréquenté. Mais à environ un demi-kilomètre plus loin, dans le milieu d'une autre côte, une petite fille de six ou sept ans, essayait elle-même de vendre sa limonade.

« Limonade fraîche ! », criait-elle aux cyclistes... qui passaient leur chemin. Michel Labrecque, président du Groupe vélo, qui chapeaute tous les organismes logeant à la Maison des cyclistes, s'est arrêté, lui. Sa limonade enfilée, il a expliqué à la fillette : « Les cyclistes ne peuvent pas s'arrêter ici, tu es placée en plein milieu d'une côte... »

Et l'enfant de lui répondre d'un air désespéré : « Mais, elle est ici ma maison ! »



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

« En pédalant, penses-tu à moi ? — Je te le promets ! »

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse
Des vitamines pour la prochaine étape...

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Où est-il ce ronfleur qui m'a empêché de dormir ?

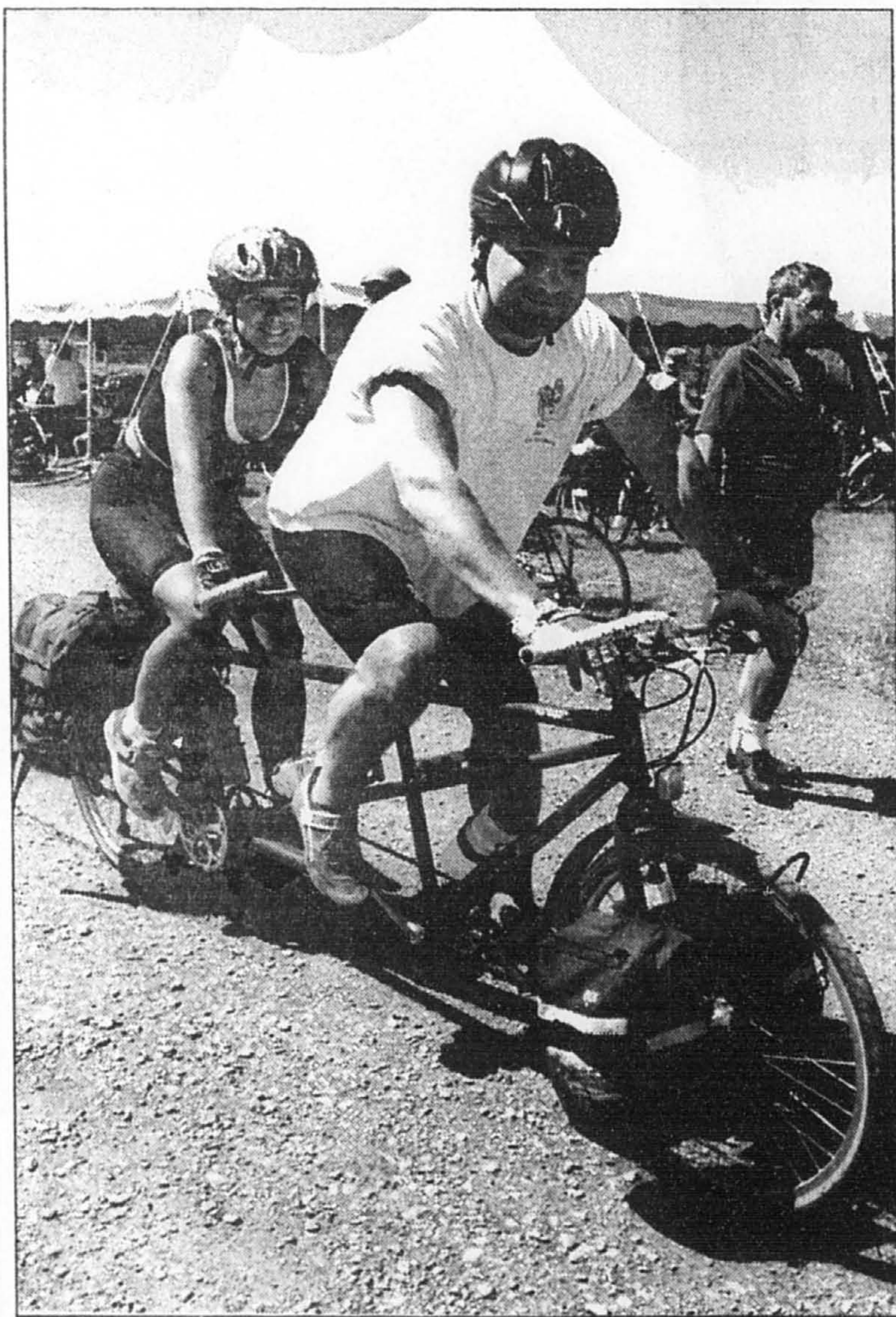


PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Le tandem parfait : à l'avant, Marc Durlvage qui pédale et, à l'arrière, Manon Talbot, qui chante *Le beau voyage* de Charles Trenet.

Déménagez vos comptes à la
BANQUE NATIONALE

À l'ouverture d'un nouveau compte, la Banque Nationale offre aux nouveaux abonnés de *La Presse* une économie de 40% sur un abonnement*.

La Presse

Vous n'avez qu'à composer le (514) **394-5555** ou à vous présenter en succursale.

* abonnement de 13 semaines, du lundi au dimanche, payé à l'avance. Une économie substantielle sur le prix en magasin.

MONDE

À l'affût des électeurs de Ross Perot

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Le milliardaire texan Ross Perot, qu'un Américain sur cinq voulait voir à la Maison Blanche en 1992, a convié cette fin de semaine tout le gotha politique américain, qui accourt à Dallas (Texas) pour courtoiser l'électorat indépendant dont l'attitude sera décisive lors de l'élection présidentielle de 1996.

Les neuf candidats républicains à la Maison Blanche, un proche conseiller du président Bill Clinton, Thomas McLarthy, et les principaux dirigeants du Congrès défilent dans une salle de 8000 places réunissant les membres de « United we stand America » (Unis nous nous dressons pour l'Amérique), l'organisation de Ross Perot.

Chacun tentera de se présenter sous son meilleur visage pour

attirer dans ses filets les électeurs déçus par les partis traditionnels, favorables à la création d'un troisième parti et à une candidature indépendante à la Maison Blanche.

Une avalanche de sondages est venue hier confirmer le rôle central que jouera cet électoral lors du prochain scrutin présidentiel. Selon une enquête du journal *USA Today* et de la chaîne CNN, 62 p. cent des Américains se prononcent pour la création d'un troisième parti politique.

De 43 p. cent à 55 p. cent d'entre eux, selon les sondages, souhaitent la présence d'un candidat indépendant dans la course à la Maison Blanche si les candidats démocrate et républicain sont Bill Clinton et le sénateur Bob Dole.

Ross Perot, qui n'a pas encore précisé ses intentions électorales, n'apparaît pas comme le candi-

dat indépendant idéal, 60 p. cent des Américains jugeant que le milliardaire populiste n'a pas l'étoffe d'un président, selon une enquête publiée par le *Washington Post* et la chaîne ABC.

Le candidat indépendant préféré des Américains serait l'ancien chef d'état-major inter-armes Colin Powell, vainqueur de la guerre du Golfe, invité par 46 p. cent de ses concitoyens à s'engager dans la course à la Maison Blanche, selon une enquête de l'hebdomadaire *US News and World Report*.

Mais Colin Powell reste tapi dans l'ombre et ne dit mot sur son éventuelle candidature, attendant peut-être d'entamer en septembre une tournée pour promouvoir son prochain livre.

Ne disposant pas de toutes les cartes, les analystes politiques se perdent en conjectures en tablant sur la présence d'un troisième candidat. Selon les son-

ges, Bill Clinton serait réélu en cas de candidature de Colin Powell ou de Ross Perot, qui feraient principalement du tort au candidat républicain.

En revanche, le président démocrate serait battu si le révérend Jesse Jackson, qui fut candidat à l'investiture démocrate en 1984 et 1988, se présentait.

Preuve que l'électorat indépendant détient la clef de la Maison Blanche : en cas de duel, Bill Clinton et Bob Dole arriveraient au coude à coude, le premier recueillant 46 p. cent des voix et le second 47 p. cent, selon l'enquête *USA Today-CNN*.

Pour faire la promotion de son grand rendez-vous de Dallas, baptisé « Préparons notre pays pour le XXI^e siècle », Ross Perot, qui assure vouloir rassembler les Américains en conservant le système bipartite, n'a pas hésité à le qualifier « d'événement politique du siècle ».



Le milliardaire texan Ross Perot a pris la parole hier, à l'ouverture de la grande réunion de Dallas, à laquelle a été convié au cours du week-end tout le gotha politique américain.

Allemagne : le repos du dimanche est remis en cause

d'après AFP

BONN

■ Le dimanche, jour de repos sacro-saint en Allemagne, commence à être inexorablement grignoté, non sans polémiques, au moment où un autre tabou risque de tomber bientôt avec l'ouverture tardive des magasins.

L'affaire a été récemment relancée par le fabricant de pneus italien Pirelli, qui va introduire la semaine de sept jours dans certains départements de son usine d'Odenwald, et pour ce faire, embaucher 200 personnes.

Une affaire sérieuse

Le repos du dimanche est une affaire sérieuse dans un pays où les Eglises ont une grande influence, où la coalition au pouvoir est dominée par des Unions chrétiennes (CDU et CSU), et où l'opposition social-démocrate SPD est fortement liée aux syndicats.

Y porter atteinte prend du temps et de la patience, alors même que la compétition internationale fait rage en temps de crise. C'est ainsi qu'il a fallu attendre 1994 pour qu'une loi autorise le travail les dimanches et jours fériés dans l'entreprise, à condition qu'il soit établi qu'elle risque d'être désavantagée face à la concurrence étrangère.

L'adoption de cette loi avait été vivement critiquée par la gauche. Le SPD a d'ailleurs vivement protesté contre la décision de Pirelli, la qualifiant « d'attaque frontale contre le repos dominical en Allemagne ». Le SPD en appelle même au soutien de l'Eglise pour rétablir l'interdiction du travail le dimanche.

Selon le ministère du Travail, seulement 8 p. cent des salariés travaillent le dimanche, essentiellement dans les services, avec de fortes primes à la clé.

La prime du samedi

Le samedi est lui aussi en butte à de rudes attaques puisque Volkswagen, qui a ouvert mercredi ses négociations salariales, veut maintenant le rémunérer comme un jour « normal », alors qu'il était jusqu'ici accompagné d'une prime. Naturellement, les syndicats ont vivement réagi et le chef du syndicat IG-Metall s'est exclamé : « si on ne défend pas le samedi, le dimanche tombera aussi ».

Le président de l'association patronale Gesamtmetall, Hans-Joachim Gottschol, a répondu en vantant les mérites et profits du travail le samedi, créateur d'emplois, réducteur de coûts. Face à la compétition internationale, fait-il valoir, l'industrie métallurgique et électronique ouest-allemande a le temps de travail le plus réduit (35 heures) et le coût horaire moyen le plus élevé (44 DM, 37 dollars environ) au monde.

Les heures d'ouverture

L'Allemagne semble irrésistiblement entraînée dans la flexibilité du temps de travail. Dans le domaine du commerce, un rapport d'un institut de recherche de Munich, IFO, remis hier au gouvernement, attaque une autre citadelle jusqu'ici imprenable, en préconisant la possibilité d'ouvrir les magasins jusqu'à 22 h, au lieu de 18 h 30, et jusqu'à 18 h le samedi, au lieu de 14 h.

En résulteraient profits et créations d'emplois, assure le rapport. C'est « une bonne base de discussion », a commenté le ministre de l'Economie Guenter Rexrodt.

L'ouverture tardive des magasins représenterait déjà une véritable révolution. Les auteurs du rapport ne poussent toutefois pas l'audace jusqu'à avancer une possible ouverture le dimanche.



Découvrez l'Orient au beau milieu de votre jardin.

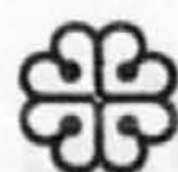
Au hasard de votre promenade, au détour d'un bosquet, se dessinera un pavillon insolite entouré d'arbustes inusités... vous vous retrouverez tout à coup en Orient! Au milieu de nos jardins chinois et japonais, vous serez envoûtés par la beauté du décor de ces paysages lointains. Si, comme le dit le proverbe, « Est sage celui qui connaît les autres », orientez-vous alors vers le Jardin Botanique.

Le Jardin Botanique, tous les jours, de 9h à 18h, jusqu'à 20h en été. Information: 872-1400

À voir absolument, Bombyx mori: les merveilles de la soie, une exposition exceptionnelle, jusqu'au 9 octobre 1995.

JARDIN
BOTANIQUE
DE MONTRÉAL

Une beauté qui pousse au rêve



Ville de Montréal

MONDE

Un coup mortel pour l'ETA ?

Reuter

MADRID

■ En déjouant à Majorque un complot de l'ETA contre le roi Juan Carlos, le gouvernement espagnol pourrait avoir porté un coup décisif à l'organisation séparatiste basque dont la stratégie consiste désormais à s'attaquer à des cibles spectaculaires pour pallier sa perte d'influence.

« C'était une opération très importante », a estimé hier le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Margarita Robles, notant que ce coup de filet médiatique faisait suite à des actions de la police contre des groupuscules de l'ETA en Navarre, à Barcelone, et dans le sud de la France — des opérations toutes couronnées de succès. Douze autres suspects ont été arrêtés jeudi dans le Pays Basque espagnol et français.

Pour Margarita Robles, le « jusqu'au-boutisme » de l'ETA est l'expression ultime de la crise profonde que traverse l'organisation, désormais en perte de vitesse.

« Je pense qu'ils ont atteint le creux de la vague et c'est pour cette raison qu'ils tentent des opérations comme celle de Majorque, pour prouver qu'ils sont encore puissants », estime-t-elle.

Le ministère espagnol de l'Intérieur a confirmé que les trois suspects arrêtés la veille au soir dans l'île de Majorque, lieu de villégiature de la famille royale d'Espagne, préparaient un attentat contre le roi Juan Carlos.

Des notes signalant les allées et venues du souverain et de ses proches avaient été découvertes dans l'appartement loué par le commando à 500 mètres du palais Marivent, résidence d'été de la famille royale. Un fusil à lunette télescopique d'une portée de 1000 mètres, des mitraillettes et des explosifs avaient également été saisis.

Les faits et gestes du commando étaient suivis de près par les polices espagnole et française depuis neuf mois. Le dispositif de surveillance avait été renforcé à leur arrivée à Majorque, le 17 juillet dernier à bord d'un yacht.

Le ministre de l'Intérieur, Alberto Belloch, n'a pas exclu non plus l'hypothèse d'un attentat programmé pour le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne qui doit avoir lieu en septembre prochain à Majorque.

Jacques Parizeau
Président du
Parti Québécois

Lucien Bouchard
Chef du
Bloc Québécois

Mario Dumont
Chef de l'Action
démocratique du Québec

Oui au camp du changement

Pour la première fois,
les chefs de trois partis politiques s'unissent
avec le seul but d'assurer l'avenir du Québec.

Au lendemain d'un référendum gagnant,
le gouvernement proposera que le Québec
et le Canada fassent des affaires
entre partenaires égaux.

L'entente fait de la souveraineté du Québec
un modèle de coopération économique et politique.

À partir du moment où l'on s'entend entre nous,
il sera d'autant plus facile de s'entendre
avec les autres.

Pour obtenir une version complète de l'entente du 12 juin,
veuillez téléphoner sans frais au
1 800 385-1152.


Le Conseil
de la SOUVERAINETÉ
du Québec



Pour finir l'été
EN BEAUTÉ!

135\$*
Par nuit
du 24 au 31 août 1995

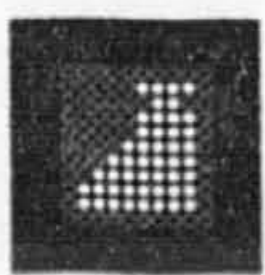
Quel été! Et quelle offre pour finir la belle saison... en beauté! Durant la dernière semaine d'août, profitez d'un bas prix exceptionnel pour votre chambre. En plus, nous vous offrons **gratuitement** un cadeau à votre choix parmi les trois suivants :

- une croisière sur le fleuve à bord du bateau-mouche ;
- une visite touristique de la ville de Québec ;
- un dîner gastronomique 2 pour 1 à notre réputé restaurant l'Astral.

Entre Diamants
Hôtellerie 1995

Avec une telle offre, hâtez-vous de réserver!

*Tarif par chambre en classe Hospitalité, en occupation simple ou double.



LOEWS
LE CONCORDE

L'hôtel sur la Grande Allée
1225, Place Montcalm, Québec G1R 4W6
Réservations : 1 800 463-5256



Ces soins du visage
se font dans
notre cabine
privée :

- Nettoyage en profondeur à l'électrobrosse
- Vaporisation de vapeur
- Exfoliation végétale des régions à ridules
- Massage manuel raffermissant
- Soins et massage de la région oculaire
- Exfoliation douce du contour des lèvres, à l'électrobrosse, et comblement des ridules
- Soins du menton par bandelettes de paraffine
- Masque tonifiant et raffermissant
- Plus, les soins jeunesse des mains en 3 étapes

Une fois votre visage rafraîchi, nous lui appliquerons un maquillage léger, puis nous vous donnerons quelques trucs pour estomper les imperfections.

Téléphonez dès maintenant et réservez votre place en portant la note à votre compte la Baie. Offre limitée. En vigueur jusqu'au samedi 19 août.

PRENEZ RENDEZ-VOUS SANS TARDER!

Rue Sainte-Catherine Ouest : 281-4781
Centre Rockland : 739-5521, poste 259
Promenades Saint-Bruno : 653-4455, poste 2243
Galeries d'Anjou : 353-3300, poste 3204
Carrefour Laval : 687-1540, poste 3210
Mail Champlain : 466-3220, poste 215

Désolés, nous ne pouvons donner qu'un nombre limité de rendez-vous.



la Baie

Compagnie de la Baie d'Hudson

JOLIMENT AVANTAGEUX!

